

Alain LÉGER, 1940-1945 : L'AGONIE DE L'INDOCHINE FRANÇAISE (1997)

De l'Occupation japonaise à l'indépendance
L'embaras des historiens face au régime Decoux.
Idéologie de l'amiral Decoux.
Politique extérieure
Politique intérieure
Politique économique : commerce extérieur et blocus maritime, bombardements alliés, mesures de défense économique, développement des succédanés et autres produits, grands travaux, bilan économique, financier et humain
Les troubles sociaux et leur répression
Le viêt-minh, legs du Japon ?

La rupture de 1940 est en général sous-estimée. À droite, on veut se convaincre que Decoux a sauvé l'essentiel face aux Japonais et que le grand tournant date du coup de force nippon (9 mars 1945) ou des mois suivants. On préfère donc traiter prudemment la Seconde Guerre mondiale comme une période autonome, détachée de ce qui a précédé et suivi. À gauche au contraire, on englobe volontiers les événements de 1940-45 dans une séquence qu'on ouvre en 1930 (début de la crise mondiale, émergence du communisme indochinois) et qu'on clôt en 1945 (prise de pouvoir par le viêt-minh) ou 1954 (fin de la première guerre d'Indochine).

Pourtant, en y regardant à deux fois, on s'aperçoit qu'en 1940, la crise économique est *grosso modo* résorbée et que le communisme est inquiétant mais pas encore menaçant. Tout change avec l'agression japonaise et l'adoption par le Viêt Minh d'une stratégie de libération par paliers. Le Parti prend alors la direction d'une vague de fond nationaliste qui l'a précédé et vraisemblablement lui survivra. Pour les Français, c'est la fin définitive des conditions normales d'exploitation et le début à Langson (1940) d'une agonie qui finira à Diên Biên Phu (1954).

1. — DE L'OCCUPATION JAPONAISE À L'INDÉPENDANCE

La menace se dessine en 1937 avec l'attaque nipponne contre la Chine. Paris réplique en autorisant le transit par le chemin de fer du Yunnan de l'aide américain aux nationalistes mais accepte en 1938 d'arrêter le trafic de matériel de guerre tout en maintenant celui... de camions et d'essence. Des "commerçants" japonais de plus en plus nombreux se rendent en Indochine pour repérer les lieux. En février 1939, l'Empire du soleil levant envahit l'île d'Hainan, qui contrôle le golfe du Tonkin, les Paracels, à 450 km à l'est de Hué (actuellement contrôlées par la Chine), et les Spratley, dont la France avait reconnu en 1887 l'appartenance à la Chine mais occupé en 1933 (aujourd'hui partagées entre le Vietnam, Taiwan et les Philippines mais convoitées par la Thaïlande et la Chine). La France reste

inerte¹. Au printemps de 1940, l'aviation japonaise bombarde plusieurs ponts situés sur la partie chinoise du Chemin de fer du Yunnan, dont le fameux pont en dentelles au moment où s'y engage un train de voyageurs.

Au lendemain de la chute de Paris, les Japonais multiplient les empiétements et imposent leur volonté. L'armée coloniale, mal équipée, composée de 90.000 hommes dont seulement 14.500 Européens — après avoir envoyé en métropole 8.000 soldats et 20.000 travailleurs sur 80.000 demandés — est incapable de répliquer. Ni la Grande-Bretagne ni les USA ne peuvent ou ne veulent soutenir la France. Le 19 juin 1940, le Japon obtient l'arrêt de certaines livraisons à la Chine et la présence au Tonkin d'une mission de contrôle. Sans vergogne, ses avions se posent à Haiphong et Hanoï, ses vaisseaux mouillent à Haiphong et Fort-Bayard. Le 30 août, en échange de la reconnaissance de la souveraineté française sur l'Indochine, Vichy admet « la situation prééminente du Japon en Extrême-Orient » et surtout lui concède des commodités militaires au Tonkin pour faciliter la liquidation de « l'incident de Chine ». La convention militaire devant préciser la nature de ces facilités n'ayant pas encore été signée, l'amiral Decoux, qui a pris le 20 juillet la suite du général Catroux au gouvernement général, décide le 2 septembre de refuser l'entrée en force des troupes japonaises et de décréter la mobilisation générale. Après une première incursion japonaise à Langson repoussée pacifiquement (5-6 septembre), la convention est finalement signée le 22. Elle prévoit la mise à disposition du Japon de trois aérodromes au Tonkin, le stationnement de 6.000 hommes au nord du fleuve Rouge, le droit de faire transiter des troupes vers le Yunnan à condition que le nombre de Japonais présents n'excède jamais 25.000 hommes et la possibilité d'évacuer l'armée de Canton en mauvaise posture. Quelques heures après la signature de cette convention qu'elle feint d'ignorer, l'armée cantonaise attaque les éléments français à Langson et obtient en quatre jours leur reddition. Mal renseignée, mal équipée, mal entraînée, l'armée coloniale eut de plus à subir « des défections massives d'éléments tonkinois recrutés dans la Haute Région » (Decoux, *BI*, 117). Les pertes furent élevées (plus de 800 morts selon Devillers) mais plus lourdes encore du côté japonais selon Decoux. Ce dernier veut voir dans cette résistance l'action qui a évité à l'Indochine d'être submergée en quelques semaines et qui a contribué pendant près de cinq ans à décourager Tokyo de « porter atteinte à notre souveraineté » (*BI*, 117-8)². Nous y verrions plutôt un avertissement destiné à ramener les Français à une plus juste appréciation de leur force et à permettre aux Japonais de tirer tous les avantages d'une occupation sans en avoir à assumer les inconvénients³. Decoux lui-même n'avoue-t-il pas : « Ce sanglant incident (...) eut le mérite de démontrer aux Français que, sous peine de perdre irrémédiablement l'Indochine, il valait mieux ne plus tenter à nouveau une telle expérience contre l'armée japonaise » (*BI*, 117). Au reste, alors que Decoux veut retarder le débarquement des Nippons à Haiphong en attendant le règlement de « l'incident de Langson », ceux-ci s'emparent sans coup férir de la presque île de Doson qui leur donne le contrôle du grand port tonkinois⁴.

Simultanément, le Siam attaque l'Indochine tout au long de la frontière du Mékong. Opérations d'abord intermittentes, puis (novembre-décembre) graves et permanentes.

¹ En particulier le gouverneur général Brévié (Valette, 27), raison pour laquelle il aurait été limogé (Franchini, 1/150). « Depuis des années, nous avons demandé [du matériel militaire]. En vain. Nous avons vu passer tout cela en quantité énormes mais c'était pour la *démocratie chinoise* » (gouverneur Grandjean, *Climats*, 23 juin 1948. Cité par Valette, 66).

² En fait, Decoux évita délibérément l'emploi de l'aviation « pour ne pas aggraver le malentendu » (Valette, 52) et déclina toutes les offres de collaboration des Chinois, tant en 1940 (Devillers, *HVN*, 151 n) qu'en 1942 et 1943 (Franchini, 1 / 172).

³ Bernard Fall se trompe en affirmant que cette attaque précéda la signature de la convention et que la résistance qu'y opposèrent les Français réduisit sensiblement les exigences japonaises (*Les deux Viêtnam*, 56).

⁴ « Bien que débarquement normal Haïphong leur ait été offert, troupes japonaises ont effectué début matinée débarquement offensif sud Doson [et] trois vagues d'avions japonais ont bombardé Haïphong faisant 15 morts » (Decoux au secrétaire d'État aux Colonies, 26 septembre 1940. Cité par Valette, 52).

Decoux demande en vain aux USA des armements et à la Grande-Bretagne le droit de faire venir quatre bataillons de Djibouti. Il envoie nuitamment ses bombardiers sur le Siam, projette de leur faire incendier Bangkok mais, selon Salan, éprouve des pertes face à la chasse ennemie équipée de Curtiss. Le 16 janvier 1941, sa grande contre-offensive échoue, la désertion de plusieurs milliers d'hommes parachevant une situation très compromise (BI, 141). Cependant, malgré son infériorité, la flotte réussit le lendemain à couler au mouillage un des deux croiseurs lourds et deux des dix torpilleurs thaïlandais qui s'apprêtaient à partir bombarder Saïgon⁵. Le Japon intervient alors pour imposer un armistice et la cession à son nouvel allié siamois d'une bande littorale et de la province de Battambang au détriment du Cambodge et des territoires laotiens à l'ouest du Mékong (11 mars 1941). Le 22 juillet, sous la pression d'un convoi de 50.000 Japonais voguant vers Saïgon, Vichy doit concéder l'occupation par Tokyo du sud de l'Indochine : nombre illimité de troupes, utilisation de huit aérodromes et des ports de Saïgon et Cam Ranh (accords Darlan-Kato).

Certes, les effectifs japonais ne dépasseront pas pour toute l'Indochine 23 à 25.000 hommes, si l'on excepte deux pointes à 75.000 à la veille de Pearl Harbour et 60.000 avant le coup de force du 6 mars 1945 (à quoi il faudrait ajouter les 35.000 hommes stationnés sur les frontières chinoise et thaïlandaise que Decoux ne comptabilise pas). Mais en dépit de cette faiblesse numérique, les Japonais agiront à peu près à leur guise, imposant le jour de Pearl Harbour (8 décembre 1941) un « accord de défense commune » dont Decoux dissimule, en renvoyant aux témoignages existants, qu'il a été obtenu après un encerclement des garnisons françaises (BI, 157). Si cet accord n'eut aucune suite, la DCA française s'efforçant par exemple de rater les bombardiers américains opérant sur l'Indochine, cela ne saurait faire oublier les empiétements multiples des Japonais : dédain des protestations officielles contre une agressive propagande anti-française, levée de cohortes d'auxiliaires et indicateurs indigènes, surveillance étroite des civils et militaires européens, protection des délinquants et des opposants, menace d'une intervention fatale lors de chaque négociation importante et autres agissements omis par Decoux comme l'occupation en février 1943 du territoire à bail de Kouang Tchéou Wan (Fort-Bayard) ou la déclaration du 25 août 1944 qualifiant l'Indochine de « province autonome de l'Empire nippon » (Marc & Cony, 158).

Conjointement, sur le plan économique, les Japonais obtinrent après un harcèlement en règle la reconnaissance d'une situation privilégiée le 30 août 1940 et imposèrent l'essentiel de leurs volontés dans un traité signé le 6 mai 1941 à Tokyo et aggravé par la suite.

Cependant, à partir de 1944, le spectre de l'estocade se précise. La perte des Philippines fait craindre aux Nippons une rupture des liaisons avec leurs positions malaise, birmane et indonésienne ainsi qu'un débarquement américain en Chine ou en Indochine. La chute de Vichy rend plus que suspecte l'attitude de l'administration indochinoise. En quelques heures, le 9 mars 1945, ils submergent les garnisons françaises et achèvent de détruire un pouvoir en sursis.

Exposés durant le parcours à la vindicte populaire, les Français sont entassés dans des périmètres urbains ou des camps de sinistre mémoire comme celui d'Hoa Binh au Tonkin. En compagnie de dix-sept infortunés, le procureur Romerio est enfermé nu pendant des mois dans une cage de 4 mètres sur 4 avec une cruche pour les besoins collectifs, deux boules de riz par personne et par jour et aucun soin médical. Ils n'en sortent que pour aller à la torture et on leur répète incessamment qu'ils seront fusillés en cas de défaite du Japon. D'autres sont enfermés par quatre à l'intérieur de cages à singe dans lesquelles ils ne peuvent ni s'étendre ni se tenir debout.

Dès le 9 mars, sur demande japonaise, Bao Dai proclame l'indépendance à Hué, suivi le 13 mars et le 8 avril par les souverains du Cambodge et du Laos. Il n'ignore pas que son

⁵ D'après le général Marchand, *L'Indochine en guerre*, 1954. Cité par Fall, *Les Deux Vietnam*, 59. André Gaudel se montre plus prudent sur les intentions siamoises : « Le développement donné par le Siam à ses agressions dans la vallée du Mékong et au Cambodge faisait prévoir qu'il engagerait tôt ou tard sa marine dans le conflit » (*L'Indochine en face du Japon*, 1947, 107).

gouvernement sera éphémère mais croit devoir profiter de l'occasion pour créer un fait accompli tout en évitant une mainmise directe des Japonais sur l'administration du Protectorat. Dans les mois suivants, il obtiendra d'ailleurs de haute lutte l'éviction des chefs de service français prudemment maintenus par les Nippons, la promesse d'un transfert sous son autorité des zones annexées par la France (Hanoï, Haiphong, Tourane et enfin la Cochinchine) ainsi que le démembrement du gouvernement général de l'Indochine à Hanoï. Mais Bao Dai n'aura pas le temps de réaliser sous son aile la réunification du Vietnam. Alors que les impôts ne rentrent plus, que les Japonais font marcher la planche à billets, que l'administration se dégrade et se discrédite en réquisitionnant du riz pour le compte de l'occupant, alors que la famine ravage le pays, le Viêt Minh ne cesse de gagner du terrain. Et quand les Japonais, au lendemain de leur capitulation du 15 août, voudront remettre les clefs du gouvernement général d'Hanoï au délégué de Bao Dai et de celui de Saïgon à un Front national unifié peuplé de leurs créatures, c'est le Viêt Minh qu'ils trouveront sur leur chemin et qui s'emparera du pouvoir réel.

L'EMBARRAS DES HISTORIENS FACE AU RÉGIME DECOUX

Même en écartant des affirmations comme celles de Chesneaux qui accuse Decoux d'avoir liquidé la résistance de l'armée à Langson en 1940 ou torpillé, par hostilité à l'industrialisation du pays, un haut-fourneau créé par un Vietnamien, on est frappé par les contradictions et les insuffisances des historiens à propos de nombreux aspects de l'administration Decoux : préservation de la souveraineté française, habileté en politique intérieure et extérieure, bilan de l'œuvre accomplie dans le domaine économique, des travaux publics et agricoles ou de l'enseignement, recherche des causes du coup de force de mars 1945, chances d'une restauration française après la capitulation nippone, etc.

Le flottement est déjà sensible dans *L'Histoire du Vietnam* de Devillers où l'auteur donne le sentiment de devoir reprendre d'abord à son compte les interprétations vichystes pour s'en dégager ensuite de façon plus ou moins tranchante. Le voici par exemple analysant les conséquences politiques de l'extension de l'occupation nippone au sud de l'Indochine : « Entre Vietnamiens et Japonais, aucune sympathie ne semble s'établir » (82). « La population vietnamienne ne paraît éprouver aucune sensation de la supériorité du Japon. Au contraire, le fait que l'armée nippone ait respecté l'ordre français, représenté seulement par 40.000 Blancs, témoigne en faveur de la France » (81). Puis virage à 180° : on ne pouvait « garder la moindre illusion sur les intentions réelles des Japonais en Indochine. Le moment ne leur avait pas paru favorable pour agir. C'était tout ce qu'on pouvait dire. La France, de ce fait, bénéficiait d'un répit, d'un sursis » (83). C'était aussi l'avis de l'intelligentsia vietnamienne qui sentait confusément que le régime Decoux « ne représentait qu'une phase transitoire » et que « cette guerre mondiale ne se terminerait pas sans bouleversements considérables » (87). « Les fulgurants succès japonais avaient été annoncés par la propagande à un public prédisposé, semble-t-il, à s'enthousiasmer pour ces victoires jaunes » (88). Mêmes errements à propos de l'œuvre matérielle du régime que Devillers loue alors qu'il condamne sa politique (85-86), comme si la première n'était pas en grande partie le reflet de la seconde. Ou à propos du climat politique, présenté d'abord comme serein (« Le pays était des plus calmes. Administrateurs, soldats, "colons" étaient à cent lieues de se douter que cela se terminerait par une révolution », 87-88), puis comme troublé par diverses agitations ayant donné lieu à une répression musclée.

Une sorte de record dans la palinodie est atteint par Bernard Fall qui soutient successivement 1. — que la souveraineté française sur l'Indochine apparaît bien dérisoire après le traité de mars 1941 avec la Thaïlande (mais l'était-elle moins après les affaires de Langson et Haiphong?) 2. — qu'après l'occupation de la zone sud, le maintien de la souveraineté française ne fait que susciter des ambiguïtés et affaiblir la position française

auprès des Alliés sans la rehausser auprès des autochtones 3. — qu'en signant le traité de défense commune en décembre 1941, Decoux a évité à ses compatriotes l'épreuve immédiate des camps de concentration 4. — qu'il a finalement bien servi les Alliés en obligeant les Japonais à maintenir probablement plus de troupes qu'il n'en aurait fallu si l'armée coloniale avait été d'emblée vaincue 5. — qu'il a en définitive gouverné l'Indochine pour Pétain et les Japonais, et 6. — que grâce à son caractère franchement fasciste et à l'obligation de pallier la pénurie ambiante, son administration contribua « à la naissance d'efforts intérieurs jusqu'ici délaissés » (*sic*) et construisit pendant cette courte période plus de routes, de ponts et d'édifices publics qu'au cours des quinze années de paix précédentes (*re-sic*) (*Les Deux Vietnam*, chap. 6).

Sans sombrer dans de tels abîmes, bien des ouvrages récents laissent pour le moins perplexes. L'ancien correspondant de l'AFP puis du *Monde* à Tokyo, Robert Guillain, colle fidèlement aux thèses de Decoux en affirmant que, sans le coup de force nippon, l'Amiral eut livré l'Indochine à de Gaulle sur un plateau d'argent (*Orient extrême*, 1986, 135). Guillain va jusqu'à soutenir que c'est du 9 mars 1945 que « commence, systématiquement encouragée par les Japonais, l'action du viêt-minh et la destruction de l'œuvre française en Indochine » (*La Guerre au Japon*, 1979, 265).

Face à un Franchini et surtout un Dalloz qui ressortent le mythe de la souveraineté préservée et tressent des lauriers à Decoux pour son œuvre matérielle et scolaire, on trouve un Meuleau qui reste lucide sur les vrais pouvoirs du proconsul et dresse un bilan négatif mais caricatural de ses grands travaux. Tous se retrouvant pour surestimer à des degrés divers les responsabilités japonaises dans le succès viêtminh.

Encore heureux lorsqu'on ne tombe pas sur un portrait carrément dithyrambique de Decoux, tel celui-ci quelque peu inattendu sous la plume de J.-R. Feray : « Or ce marin tout en angles et en vertus, se hisse à la hauteur de sa tâche, se met au diapason d'une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle eut étouffé tout autre que lui ». Hommage étant rendu à celui qui a su comprendre la nécessité d'une collaboration franco-annamite et d'un développement autonome (*Le Vietnam au XX^e siècle*, 182, et *Le Vietnam*, 56-58)

Examinons donc de plus près les aspects extérieur, intérieur et économique de la politique Decoux.

IDÉOLOGIE DE L'AMIRAL DECOUX

Bien qu'en principe, un auteur doive aimer tous ses personnages, y compris les méchants, il faut avouer que la lecture du plaidoyer de Decoux, *À la barre de l'Indochine*, ne force guère le respect ni la sympathie. Non pas qu'on puisse reprocher à l'Amiral d'avoir transigé avec les Japonais : il n'avait pas le choix. Ni tenir pour négligeables ses réformes « libérales », encore que la pression était telle qu'on ne pouvait guère s'en dispenser. Ce qui est affligeant, c'est la médiocrité de sa pensée politique, son zèle vichyste, son vain espoir de réformer pour mieux maintenir et, corollairement, sa bonne conscience dans la répression musclée — l'illusion croissante tournant à la mégalomanie sur la réalité de son pouvoir (autoconsécration comme prince protecteur d'Annam, projets totalement déphasés par rapport aux réalités du moment) et, *in fine*, quand tous ces rêves se sont écroulés, la recherche dérisoire de boucs émissaires.

Politiquement, Decoux apparaît avant tout comme un anti-démocrate et un anti-parlementaire. Il se réjouit de la dissolution par Vichy des assemblées élues (356, 392) et spécialement des assemblées indochinoises qui, selon lui, « étaient affectées des tares congénitales de tout parlement avec la circonstance aggravante de ne posséder ni la compétence ni l'autorité des collèges métropolitains » (392). En 1949, toujours égal à lui-même, il prend encore parti contre les projets de réformes démocratiques aux colonies, ne voyant dans tout cela que « surenchère », « démagogie » et inoculation d'un « virus à des

pays sains politiquement, qu'il conviendrait d'administrer en bon père de famille ». Car comme d'habitude, tout le mal vient de l'extérieur. Tantôt ce sont « les imprudentes et inopportunes déclarations de Brazzaville (1943)[qui sont] à la base de cette licence effrénée⁶ . » Tantôt l'étranger, une poignée de politiciens sans scrupule et d'agitateurs professionnels, de mauvais Français ou encore la préférence accordée à l'enseignement laïque au détriment de celui des missions (393-7 s).

Son idéal est d'une simplicité désarmante. Citant Henri Massis (*Chefs*, 1939), il se déclare convaincu qu'« entre l'anarchie démocratique et le despotisme hitlérien ou stalinien, il y a place pour un régime d'autorité saine, pondérée, normale » (368-9). En l'absence de contre-pouvoirs (concept inconnu de lui), cette autorité « normale » devrait être « incarnée par un chef dans la lignée des Bugeaud, Doumer, Gallieni, Lyautey » (487).

POLITIQUE EXTÉRIEURE

« Force est de constater que l'amiral mena ce qu'on peut appeler sa politique étrangère non sans courage, non sans habileté » (Dalloz, *GI*, 49). Il sut, nous assure-t-on, autant que faire se pouvait, maintenir l'Indochine dans l'œil du cyclone en résistant aux Japonais sans pour autant les braver et en ménageant au maximum la Chine nationaliste, seule base d'attaque alliée contre la Péninsule jusqu'au début 1945.

Il est vrai que la Chine formula des menaces officielles contre l'Indochine après les accords franco-nippons d'août 1940 et décembre 1941⁷ et que Decoux, considérant Pékin comme l'ennemi n° 1 de la souveraineté française au Tonkin depuis les années 1880, se vanta d'avoir conjuré la menace d'invasion par diverses mesures : présence d'un cordon militaire à la frontière, transmission de renseignements, opposition à la reconnaissance par Vichy du gouvernement pro-japonais de Nankin (suggérée par l'ambassade de France en Chine) et maintien de contacts malgré la défection d'un nombre croissant de diplomates se ralliant à la France libre.

En vérité, ce n'est là qu'un moyen pour Decoux d'établir un parallèle avantageux avec de Gaulle qu'il accuse d'avoir commis en 1945 une « lourde bévue » en acceptant que la Chine soit chargée du désarmement des Japonais dans la moitié nord de la fédération. En fait, la menace chinoise pendant la guerre fut très relative. À titre défensif, la Chine avait démonté sur 178 km le chemin de fer du Yunnan dès septembre 1940 et proposa par deux fois, à Vichy en 1942 et à Alger en 1943, des actions conjointes contre le Japon. En revanche, les Chinois ne se gênèrent pas pour envoyer leurs avions bombarder les Japonais au Tonkin dès 1941, nonobstant les « conseils » de Decoux. Quant à la « lourde bévue » de De Gaulle, on sait qu'il fut mis devant le fait accompli et que les conséquences en étaient toutes relatives : Tchang fit savoir qu'il n'avait aucune intention dominatrice sur le nord de l'Indochine et ne mit à profit la mission de 1945 que pour se débarrasser d'alliés douteux qu'il dut bientôt rappeler pour faire front contre l'avance maoïste.

L'Amiral se prévaut aussi de sa neutralité bienveillante à l'égard des États-Unis, de son refus de livrer aux Japonais les pilotes américains abattus⁸ et d'avoir prescrit aide et assistance aux Yankees en cas de débarquement⁹ alors que de Gaulle lui ordonna de

⁶ Mais, ironie de l'histoire, Radio-Saïgon n'avait-elle pas laissé passer en 1944 un discours du général de Gaulle à Lille évoquant la réforme de la politique coloniale ? (Valette, 170).

⁷ En janvier 1942, Jankélévitch, représentant de la France libre, redoute lui aussi une attaque chinoise dans un assez proche avenir (Valette : *Indochine 1940-45*, p. 218). Cf. aussi Cosme au printemps 1944 en réaction à un débarquement (Valette, 182-3).

⁸ À la mi-1944, la prison de Phnom Penh renfermait environ 300 prisonniers alliés (Valette, 286).

⁹ En réalité, Decoux avait toujours l'intention en avril 1944 de respecter les accords de défense commune signés avec les Japonais (Valette, 182-3).

proclamer dans cette éventualité la neutralité de l'Indochine (323)¹⁰. Curieux en apparence, cet ordre s'explique facilement si l'on se rappelle que le Général se voyait refuser par les États-Unis le soutien matériel qui eut permis aux troupes françaises de « libérer » elles-mêmes la colonie.

C'est cependant dans son attitude à l'égard du Japon qu'on mesure le mieux l'irréalisme et l'incohérence de Decoux. Il se lance d'abord dans un incroyable procès rétrospectif contre la politique jugée nipponphobe de la France. Tout y passe : l'accueil accordé en 1905 dans la baie de Cam-Ranh à la flotte russe battue par les Nippons, la condamnation en 1931 du premier « incident » de Chine, la signature en 1935 du pacte franco-soviétique et l'autorisation accordée en 1937 aux États-Unis de faire transiter par Haiphong du matériel destiné Tchang Kai Chek (61-63).

Dans la recherche d'une alliance russe destinée à contenir l'Allemagne, Decoux ne discerne qu'une « vague de pactomanie » ; dans le soutien à Tchang, qu'une « provocation délibérée » et « le souci exagéré des marchands de canons » (246). À force de réduire au rang d'*incident* des phénomènes comme l'invasion de la Mandchourie, Decoux ne prend jamais la pleine mesure des objectifs japonais et s'illusionne sur les possibilités de cohabitation, incapable qu'il est de caractériser le régime japonais autrement qu'à travers des jugements sur les qualités personnelles de ses représentants ou, plus rarement, sur leur appartenance à telle ou telle tendance plus ou moins militariste.¹¹ Mais, comme disait Bismarck, celui qui veut acheter son ennemi à coup de concessions ne sera jamais assez riche.

On est donc quelque peu surpris de le voir soudain prôner la résistance à tout crin aux Japonais. Oui, on aurait pu aider Tchang mais à condition de renforcer du même pas nos défenses, ce qui, prétend Decoux, eut été, parfaitement possible malgré l'extrême dispersion des possessions françaises. Encore eut-il fallu ne pas commettre d'erreur. Or, en 1938, à l'époque où le Front populaire « sévissait » en France, le ministre Mandel (il ne dit pas le juif) gaspilla de précieuses ressources en ordonnant la construction d'une importante mais inopportune usine d'avions Bréguet à Tong, près de Hanoï, qui devait entrer en production en 1943 et dont Decoux fit immédiatement cesser les travaux (77-78). (Mandel fit aussi construire une armurerie-cartoucherie mais Decoux n'en souffle mot)¹². Dans ces conditions difficiles, on pourrait imaginer que Decoux manifeste une certaine mansuétude à l'égard des concessions acceptées par son prédécesseur, le général Catroux, nommé en août 1939. Tout au contraire, l'Amiral, et après lui des historiens comme Dalloz ou Lamant, l'accuse de faiblesses face aux Japonais sans signaler qu'il jouait la montre, qu'il avait demandé au gouvernement de Bordeaux du matériel et le secours des escadrilles du Levant et en ne rappelant que bien plus loin, dans le cadre d'un procès intenté au neutralisme américain, qu'il avait passé d'importantes commandes aux États-Unis (120 avions et de la DCA)¹³. Après quoi, Decoux insiste à plusieurs reprises sur le fait que Vichy accorda des concessions aux Japonais sans le consulter, comme si cette omission avait substantiellement changé le cours des événements (car on ne veut pas croire qu'il cherche à se désolidariser d'un gouvernement qu'il sert avec le zèle que l'on sait).

Après avoir prôné l'entente, puis accusé de mollesse ou d'incapacité le Front populaire, Catroux et même Vichy, il eut été dommage qu'il s'arrêtât en si bon chemin. De fait, il se lance aussi dans un long procès contre l'attentisme des États-Unis, considérés soudain avec une certaine lucidité comme la seule puissance qui aurait pu s'opposer sérieusement aux

¹⁰ Pas de confirmation dans Valette mais mention du refus de laisser passer les troupes françaises en Chine sous contrôle US (447-9,...). Confirmation dans Franchini, 1-184.

¹¹ Même Valette se moque de Decoux en voyant qu'il espère encore négocier au soir du 9 mars 1945 (176). Quant à son espoir de jouer les médiateurs entre les Japonais et les Alliés... (Valette, 172-4).

¹² Il est vrai qu'aucune des deux n'entra en production (Valette, 30).

¹³ Cf. Catroux, *Deux actes du drame indochinois*, Plon, 1959. Repris par Fall et Valette. À noter que le gouverneur Grandjean, tout en déplorant la "contrebande" en faveur de la Chine, défend pour sa part l'attitude du général Catroux (Valette, 66-69).

visées nippones.

Mais le comble est atteint avec l'analyse du coup de force du 9 mars 1945. Selon Decoux, l'événement est moins imputable au bouleversement de l'échiquier mondial (victoires alliées) qu'aux imprudences commises par la Résistance gaulliste en Indochine. Neuf pages sont consacrées au soutien de cette thèse (315-323) qu'il répète ailleurs en la radicalisant (241-2, 335, 484). Sa seule concession est d'attribuer à sa propre « résistance » — refus de livrer les aviateurs américains, transmission d'informations aux Alliés — une part de l'irritation japonaise. Mais, globalement, tout aurait pu être sauvegardé si on avait entendu ses conseils de prudence. Et tout aurait pu être encore sauvé en août 1945 si de Gaulle avait rétabli les anciennes équipes au pouvoir et ne l'avait pas laissé, lui, suprême affront, prisonnier des Japonais un mois et demi après leur capitulation (485-6). L'ennui, c'est que cette thèse, qui continue d'opérer des ravages chez les historiens, est triplement fautive : d'abord, elle sous-estime grossièrement les facteurs objectifs (bouleversements stratégiques) ; ensuite, et c'est caractéristique de l'inculture du gouverneur général, elle ignore les buts politiques fondamentaux du Japon (évacuation des puissances blanches d'Asie, soit par substitution des Nippons aux Européens, soit par promotion des nationalismes locaux) ; enfin, elle présuppose que l'essentiel a été sauvé jusqu'au 9 mars 1945, ce qui relève du mythe ou de l'imposture au regard des concessions consenties à Tokyo et du progrès souterrain du nationalisme. Reprenons.

La thèse des responsabilités gaullistes n'a jamais convaincu grand monde, chacun sentant bien que la perte des Philippines par le Japon et l'avènement en France d'un gouvernement pro-allié ont pesé bien davantage. Mais on rappelle tout de même avec plus ou moins d'insistance « les imprudences et les erreurs tragiques », « la prudence [qui] le cédait au souci exclusif, obsédant, de se racheter de l'inaction et du vichysme » (Devillers, *HVN*, 119-120) ou « l'activisme de certains » (Daloz, *GI*, 59). Surtout, on continue de gloser à la suite de Decoux sur l'alternative entre résistance passive et résistance active, comme si cette dernière avait été possible en Indochine, comme si de Gaulle avait fait autre chose que de parer de ce qualificatif la fuite dans la jungle après le 9 mars 1945 pour aller se réfugier en Chine, comme si l'effet de tels actes ou de la « contribution » française à la victoire alliée dans le Pacifique avait pu changer quoi que ce soit au cours de l'histoire (*BI*, 316, Devillers, *HVN*, 120, Daloz, *GI*, 59).

La question des objectifs politiques du Japon est plus difficile. La quasi totalité des observateurs considère qu'après la perte des Philippines, les Japonais ont voulu renforcer leurs positions en Indochine pour s'y opposer à un éventuel débarquement allié et assurer les liaisons entre le Japon et ses dépendances méridionales. Dans cette optique, la prise du pouvoir et le choix de la promotion de nationalistes locaux au détriment d'une domination directe ne revêtirait qu'une signification instrumentale : permettre à l'armée nipponne de mieux tenir le pays (Devillers, *HVN*, 122-3, Daloz, *GI*, Franchini, *GI*, 1 / 182-3...). Cette thèse a l'immense avantage de flatter le désir nippon de respectabilité et de préserver les illusions de Decoux et consorts mais elle a le tort de laisser l'historien sur sa faim. Que le coup de force ait été favorisé par les circonstances — perte des Philippines, repli de deux divisions de Chine (24.000 hommes) et d'une troisième de Birmanie (13.000 militaires) — c'est une évidence. Qu'il ait été organisé dans la perspective d'une poursuite de la guerre, c'est déjà moins sûr. Certes, il entre dans la vocation des militaires de retarder au maximum la défaite et il est dans la logique des bureaucraties de s'illusionner en poursuivant une routine quand bien même elle est devenue parfaitement vaine. Mais comment croire qu'après la perte début juillet 1944 d'une des Mariannes — Tokyo se trouvant dès lors à portée des bombardements américains — et après la perte des Philippines, alors que les carottes étaient définitivement cuites au point que la nuit même du coup de force en Indochine, 300 super-forteresses déversèrent 700.000 bombes sur Tokyo tuant quelque 120.000 personnes, comment croire qu'à ce moment-là, les Japonais agissaient avant tout en fonction de considérations militaires ? Ce serait oublier que la guerre n'est pas une fin en

soi, que durant toute l'occupation, les Japonais se livrèrent à une propagande antifranaïaise raciste et à des préparatifs subversifs, qu'après leur coup de force, ils massacrèrent des civils, les enfermèrent dans des cages à tigre, les torturèrent, toutes pratiques qui ne se justifiaient par aucune nécessité militaire, et qu'après leur capitulation, ils mirent tout en œuvre pour entraver le retour de la France. C'est le poète qui a raison lorsqu'il affirme : « Les Japonais, pressentant leur défaite prochaine, avaient voulu détruire l'Indochine comme une dernière vengeance » (Bodard, *GI*, 1-157). Ultime coup de patte mortel du tigre blessé.

Reste la question de la souveraineté. Le fait que par manque de personnel, les Japonais aient laissé en place en 1940 l'administration française, y compris l'armée et la police, que cette administration ait opposé une certaine résistance militaire (Langson, 1940), économique (règlement en or ou en devises de l'excédent commercial avec le Japon, 1941), culturelle... et que l'ampleur des concessions ait été en grande partie dissimulé a permis à Decoux sinon d'accréditer la fiction d'une souveraineté intégralement sauvegardée, du moins de jeter un certain trouble alimenté par quelques déclarations vietnamiennes survalorisant la portée psychologique du 9 mars par rapport aux reculades antérieures (« Les Français étaient pour la première fois vaincus en Indochine... La race jaune triomphait, ce n'était pas douteux », Ngo Van Chieû, *Journal d'un combattant viêtminh*, 21)¹⁴. Ainsi, à côté de ceux qui ont parlé de « régime franco-japonais » (Chesneaux) et de collaboration ou qui, à l'opposé, veulent croire que jusqu'au 9 mars « la souveraineté française n'[a pas été] fondamentalement remise en cause » et que Decoux a préservé l'essentiel (Daloz) — autant prétendre que Pétain a sauvegardé l'essentiel à Montoire — trouve-t-on beaucoup d'hésitants. Franchini est l'un d'eux. Dans un article commémoratif paru dans *Le Monde* du 3 mars 1985, après avoir mentionné les traités iniques, l'exhibition de prisonniers anglo-saxons et néerlandais, la propagande du « Mikado parlant » et affirmé que le régime Decoux était en sursis, il n'en considère pas moins que le Japon avait « laissé l'autorité coloniale s'exercer dans toute sa plénitude » et que le 9 mars 1945 (et non l'été 1940) fut donc bien « la première mort de l'Indochine française » (titre de l'article). Certaines de ces affirmations sont cependant rectifiées dans son ouvrage *Les Guerres d'Indochine*. Ainsi, l'expression "ménage à trois" (Viêtnamiens, Français, Japonais) est désormais assortie d'une codicille précisant que l'intrus détient en fait la clef du jeu, et l'affirmation selon laquelle l'autorité coloniale s'exerçait dans toute sa plénitude est prudemment remise aux oubliettes. Mais la mise en tutelle et le délabrement de l'économie restent très sous-estimés tandis que les considérations sur les populations apparaissent bien incertaines, les Européens étant supposés ici avoir conservé la totalité de leurs privilèges et de leurs pouvoirs sur les indigènes (1-158), là être éprouvés au physique et au moral, en proie aux illusions et atteints dans leur prestige de Blanc (1-181) tandis que les masses vietnamiennes sont décrites tantôt comme obnubilées par la survie quotidienne et indifférentes aux événements extérieurs (1-141), tantôt comme attentistes mais prêtes à tirer parti de la rivalité franco-japonaise pour gagner les faveurs de l'un ou de l'autre (1-157).

En fait, Decoux s'est dupé lui-même, plus encore qu'il n'a dupé son monde, en se persuadant que l'essentiel résidait dans la préservation de l'appareil d'État et de ses signes, et non dans la finalité de cet instrument¹⁵. Ainsi peut-il prétendre qu'il a sauvegardé l'essentiel en acceptant des concessions militaires et économiques en échange d'une reconnaissance de la souveraineté française alors qu'il n'a guère fait que travestir une reddition en négociation, préserver une souveraineté formelle et conditionnelle et se survivre comme instrument d'autrui.

Instrument d'ailleurs très affaibli comme en témoigne le peu de résistance au coup de force du 9 mars, ceci malgré les nombreux avertissements, y compris de la part des Américains qui avaient capté des messages radio nippons dénués d'équivoque (certains

¹⁴ Cité par Doyon, *Soldats blancs*.... Mais Brocheux cite un souvenir qui montre que dès 1941, les Viêtnamiens ont conscience que les Français sont des vaincus (*L & I*, 407 bas).

¹⁵ Dans *PSH*, Devillers distingue entre souveraineté et structures françaises (21).

officiers acceptèrent des invitations à dîner de leurs "collègues" japonais et se firent arrêter au dessert). Ainsi, alors que l'Amiral s'étonne que ce coup ait eu lieu si tard, quand les Français d'Indochine ne l'attendaient plus et quand certains dirigeants commençaient à envisager la capitulation, nous nous étonnerions plutôt qu'il ne se soit pas produit bien avant, tant le paravent français semblait mince.

Au demeurant, faut-il croire que la population « nous était restée fidèle » et que tout était donc rattrapable en août 1945 ? Rien n'est moins sûr. Certes, on nous décrit les masses comme plongées dans l'indifférence ou dans un opportunisme de bas étage. On a aussi prétendu que, dans leur grande majorité, les Vietnamiens avaient ignoré les Japonais parce que ceux-ci étaient peu nombreux, restaient en ville ou ne se déplaçaient que sur les grands axes, et que ceux qui s'étaient trouvés à leur contact ne les avaient pas aimés ou s'en étaient volontiers moqués. Mais comment croire que leur présence n'ait pas été très largement ressentie, soit de façon indirecte (soudaine sollicitude de l'administration française pour les indigènes, pénuries malgré l'autarcie relative des paysans et la relance de l'artisanat), soit de façon directe à travers la propagande parlée et écrite, les réquisitions ou les manœuvres (le 8 septembre 1943, Decoux télégraphie à Vichy : « L'évolution de la guerre et le fait qu'on ne voit plus au Tonkin d'avions japonais¹⁶, ont porté atteinte au prestige du Japon » : n'est-ce pas un aveu en creux ?)¹⁷. Quant à la fidélité populaire envers la France, on peut s'en faire une idée par la lettre laissée sans réponse de Bao Dai à de Gaulle le 19 août 1945 : « Le peuple vietnamien ne veut plus, ne peut plus supporter aucune domination ni aucune administration étrangère. Même si vous arriviez à rétablir ici une administration française, elle ne serait plus obéie : chaque village serait un nid de résistance, chaque ancien collaborateur un ennemi, et vos fonctionnaires et vos colons eux-mêmes demanderaient à sortir de cette atmosphère irrespirable (...). Nous pourrions si facilement nous entendre et devenir des amis si vous vouliez cesser de prétendre à redevenir nos maîtres » (texte intégral dans Devillers, *HVN*, 138). Certains n'ont pas, un demi-siècle après, compris le message.. N'est-ce pas en définitive le Viêt-Minh qui avait raison en proclamant dans la Déclaration d'indépendance du 2 septembre 1945 : « En fait, depuis l'automne de 1940, notre pays a cessé d'être une colonie française pour devenir une possession nippone » ?

POLITIQUE INTÉRIEURE

Commerçons par la transposition à l'Indochine des mesures vichystes. Decoux, dont le P^r Valette ne manque pas de souligner qu'il ne porta jamais la francisque, justifie ainsi le culte du Maréchal : « Il était le sauveur et le mainteneur de la France... Chez les Indochinois, ce sentiment était encore plus vif encore... Par son âge, ses origines paysannes, son expérience, sa victoire de Verdun, et aussi par le nouveau slogan "Travail-Famille-Patrie", qui (...) cadrait dans des conditions inespérées à la morale confucéenne, l'homme (...) s'est imposé d'emblée au respect et à l'admiration.... Sans l'avoir désiré, ni recommandé, je trouvais l'effigie du chef de l'État tout au long de mes tournées (jusque) sur les plus simples autels des ancêtres » (*BI*, 360). On sait cependant que Pierre Delsalle — dont une rue de Royan honore la mémoire —, secrétaire du gouvernement, puis résident supérieur au Tonkin, distribuait force images traditionnelles accompagnées de slogans pétainistes (Lamant). Pierre Brocheux, qui était alors écolier, se souvient du salut au drapeau chaque matin, du développement du scoutisme, des défilés au rythme de « Maréchal, nous voilà », des portraits du chef de l'État à tous les carrefours et que tout le monde se levait à la fin de

¹⁶ Disparition en partie causée par les bombardements américains sur les aérodromes (Valette, 290).

¹⁷ Après le coup de force du 9 mars 1945, la présence militaire du Japon au Laos, qui multiplie les réquisitions de travailleurs pour la construction de routes et d'aérodromes, est décrite comme pesante (Valette, 468 et 163 bas).

chaque séance de cinéma quand son portrait apparaissait sur l'écran (*L&I*, 75). Bien que quelques hauts fonctionnaires aient été dispensés d'y adhérer, il était fortement conseillé de s'enrôler dans la Légion française des combattants destinée, selon Decoux, à permettre aux Français de faire bloc face aux « 25 millions d'autochtones qui nous observaient et encore plus devant l'armée nippone » (*BI*, 364-7). Decoux reste elliptique sur l'interdiction des loges maçonniques qui se seraient « pratiquement dissoutes d'elles-mêmes » et reste silencieux sur la persécution des juifs et des gaullistes. On sait cependant que 187 fonctionnaires européens ont été radiés dont 15 juifs et 30 francs-maçons (Lamant). En fait, nombreux furent les francs-maçons parmi les résistants de la première heure (Valette, 214, 278). Et l'éphémère Premier ministre de Bao Dai, Tran Trong Kim, nommé en avril 1945, avait lui-même fait l'objet de mesures antimaçonniques (*HVN*, 93). Nous ignorons si M. Salomon, administrateur civil et spécialiste, d'après Decoux, des Pays mois, est le "bon juif" de l'Amiral (*BI*, 283n)[+ Sylvain Lévy (EFEO)]. Nous savons en revanche qu'une liste des fonctions interdites aux Israélites dans un délai de deux mois fut publiée le 6 novembre 1940 et que toute une correspondance, toujours en urgence, fut consacrée à obtenir de chaque fonctionnaire ou agent européen qu'il souscrive à une déclaration mentionnant s'il était ou non concerné. Certains avaient le tort de cumuler comme le président de la Cour d'appel de Saïgon, Maurice Weil, qui avait fondé avant guerre une loge franco-annamite (*HVN*, 172-3).

Le danger était bien moindre qu'en métropole. Professeur de droit à Hanoï et membre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, Roger Pinto fut révoqué le 19 décembre 1940 mais put faire un stage d'un an dans le cabinet d'un ami vietnamien et quelques remplacements pour une étude française avant de s'inscrire sans difficulté au barreau de Saïgon (Claude Singer, *Vichy, l'université et les juifs*, 1992).

La chasse aux gaullistes fut menée tambour battant. Le lieutenant Eugène Robert fut arrêté le 8 janvier 1941 alors qu'il tentait de passer la frontière de Chine pour rejoindre les FFL et condamné à quatorze ans de travaux forcés, avec radiation de la Légion d'honneur qu'il avait gagné en France pendant la campagne de 1940. L'aviateur Labussière et Julien Legrand, qui publia plus tard un réquisitoire contre Decoux (*L'Indochine à l'heure japonaise*), eurent à subir le même sort. Ch.-Henri Bonfils, gouverneur de Langson, puis directeur de cabinet du résident supérieur du Tonkin, reçut un blâme à la Libération avec interdiction de revenir en Indochine pour avoir donné l'ordre de tirer à vue sur toute personne qui essaierait de passer la frontière pour rejoindre les Alliés (Bourdet in *Temps modernes*, n° 8-9, 1953, p. 419). D'autres furent arrêtés alors qu'à l'inverse, ils essayaient de pénétrer en Indochine, comme le vieux docteur Bécham, qui mourut en prison faute de soins, ou Pierre Boulle (1913-1994), futur auteur du *Pont de la rivière Kwai* et de *La Planète des singes*, qui réussit à s'évader grâce à des complicités après deux ans d'internement. La Sûreté de Decoux étendit son zèle jusqu'à Singapour et Shanghai. Là fut arrêté Égal, transféré ensuite à Saïgon pour y être condamné. Si les civils arrêtés pour faits de résistance sur place étaient jetés en prison, il semble que l'expulsion ait été préférée pour les grades supérieurs comme le lieutenant-colonel Coudrais ou le gouverneur général des colonies Jacques Cazaux¹⁸. Début 1942, Lucien Plasson estimait à environ 300 le nombre de prisonniers alliés transitant par Phnom Penh à destination du Siam.

En décembre 1941, Decoux prit un arrêté lui permettant de nommer les conseils municipaux et remplaça les assemblées élues par un conseil fédéral composé de 25 autochtones. Sur la pression des colons, il lui substitua le 31 mai 1943 un grand conseil fédéral de 60 membres où les indigènes ne détenaient plus qu'une faible majorité. On a du mal à comprendre comment Bernard Fall peut parler, à propos de ce grand conseil, d'accession des autochtones à la majorité et de « plus révolutionnaire des décisions de Decoux ». Ces assemblées nommées étaient purement consultatives et, de surcroît, se réunirent très peu : deux fois l'an pour la première, deux fois en tout pour la seconde et

¹⁸ Jacques Cazaux, inspecteur général des colonies, directeur des Finances en Indochine, fut interné le 9 juin 1941 à Vals (Ardèche).

pour des durées que nous ignorons.

Quant à la politique indigène, dite aussi politique de collaboration franco-annamite ou politique libérale, elle a répondu à trois nécessités :

1. — Combattre la perte de confiance en stimulant l'activité administrative (« Je rappelai à mes grands subordonnés que toutes les provinces d'un pays donné devaient être inspectées au moins une fois l'an. J'exigeai de même que chaque inspecteur fut en route la moitié du temps », *BI*, 379) et en multipliant les réalisations spectaculaires censées démontrer la foi en l'avenir.

2. — Combattre la propagande japonaise en particulier et les propagandes étrangères en général en supprimant les scandales les plus manifestes, en affirmant les identités nationales et en encourageant les contacts entre Français et autochtones.

3. — Pallier la pénurie de personnel français qualifié en promouvant des indigènes (*BI*, 400).

Répondant à la pression obsédante des circonstances, des progrès réels furent accomplis. Alors qu'un *tong-doc* de première classe (préfet) touchait moins qu'un sous-brigadier des douanes français (le cas est cité par Decoux lui-même), l'égalité de salaire fut instituée en 1942 (hors primes...) et les possibilités d'accès et de promotion dans la fonction publique furent nettement améliorées (on parle d'un doublement des cadres moyens et supérieurs indigènes). De même, le faible traitement des mandarins, qui les exposait aux nombreuses tentatives de concussion, fut substantiellement relevé et le corps débarrassé de « tous les éléments fatigués, insuffisants ou tarés » (*BI*, 401). Pour accompagner le tout, on encouragea une "politique d'égards" dont le contenu est assez révélateur de l'ambiance locale : le tutoiement fut interdit (il l'avait déjà été en 1931 par Paul Reynaud...), la répression des brutalités infligées aux indigènes aggravées (mais il arrivait encore qu'un légionnaire écope de quinze jours de prison pour avoir assassiné un pousse qui lui réclamait quelques piastres supplémentaires, et qu'un bep récolte un mois pour avoir cuisiné le chien de son maître)(Doyon, *SB*, 45-46) et les contacts encouragés. Sur le mal à combattre, il n'existe pas de meilleurs procureur que Decoux : « De trop nombreux Français, avoue-t-il, ne possédant ni la formation générale, ni l'éducation nécessaires, continuaient à vivre (...) en se désintéressant totalement du monde autochtone (...). Dans les échelons subalternes de l'élément français, des maladresses graves et nombreuses continuaient, jusqu'en 1940, à être commises journallement, donnant à tort ou à raison à nos protégés l'impression, parfois même la conviction, que certains de nos compatriotes n'étaient venus chez eux que pour les exploiter, les dépouiller, et les maintenir éternellement dans un état de semi-servitude » (*sic*)(*BI*, 404). En revanche, il est plus circonspect sur les résultats de sa politique : « Au terme de ma mission, j'étais encore loin d'avoir atteint le but que je m'étais proposé, du moins avais-je obtenu des résultats encourageants et indiqué la voie » (404). Cette sollicitude alla jusqu'à la mise au point d'un code pénal unique applicable à tous, de manière à supprimer les discordances anormales et fréquentes dans les verdicts. Hélas, les événements de l'été 1944 en métropole auraient, selon l'Amiral, empêché sa promulgation (405-6).

En vérité, la politique de Decoux possède tous les caractères de la quadrature du cercle. Il développe l'égalité dans l'administration mais dans l'espoir de maintenir la domination française, c'est-à-dire l'inégalité. Il encourage les patriotismes particuliers mais condamne formellement les nationalismes (389), rehausse le prestige des souverains protégés mais renforce la tutelle sur les gouvernements régionaux. En assurant aux élites autochtones « une participation de plus en plus poussée dans toutes les fonctions de gestion et d'exécution, voire même d'autorité, nous nous trouvions, reconnaît-il, dans l'obligation de renforcer et d'améliorer parallèlement les organes de contrôle, de commandement et de sûreté » (*BI*, 390).

A-t-il le sentiment d'avoir joué avec le feu ? Toujours est-il que s'il justifie la création du mouvement Sport-Jeunesse par la nécessité de soustraire la jeunesse annamite aux projets

d'embrigadement japonais, il ne dit rien du ralliement massif de ce mouvement à l'indépendance. Il reste aussi silencieux sur l'emploi par lui du terme Vietnam jusqu'alors tabou (Daloz, *GI*, 52), sur la commémoration officielle de la réunification du Vietnam par Gialong en 1802 complétée par une course-relais aux flambeaux d'Hanoï à Saïgon (*L&I*, 75), sur la célébration conjointe de Jeanne d'Arc et des sœurs Trung, sur l'encouragement à l'utilisation du *quoc ngu* dans les écoles et l'administration, ou sur la création de groupes d'étude de la littérature vietnamienne rapidement noyautés par le viet-minh. En revanche, son attachement aux principes inégalitaires transparait dans de nombreuses mesures tels que le rejet des demandes annamites d'adhésion à la Légion française des combattants (364), l'institution de tickets de ravitaillement au bénéfice des seuls Européens et assimilés ou sa dénonciation des démagogues prêchant ouvertement l'égalité des races (396).

Mais le plus curieux reste son silence complet sur l'action qui lui vaut des louanges quasi-unanimes : la lutte contre l'analphabétisme. 4.800 écoles rurales furent créées, portant le nombre d'enfants scolarisés de 450.000 en 1939 à plus de 700.000 en 1944 (et même 855.000 selon *L'Économie* du 14 décembre 1950, soit 40 % de la population d'âge scolaire, voire 960.000 selon Bernard Fall). Certes, tout cela s'est accompli dans une stricte orthodoxie vichyste. Georges Tabouret, directeur de l'enseignement en Cochinchine, a prononcé des conférences pour la Légion des combattants sur le thème « L'Œuvre du Maréchal, le retour à la tradition ou la cité reconstruite » (Lamant). Marcel Ner, ami et ancien professeur de philosophie du général Giap, a raconté comment l'obscur P^r Tillard fut nommé par Émile Grandjean, contre l'avis du directeur de l'Instruction publique, chef du service de l'enseignement et directeur du bureau de l'Information de l'Annam, d'où il s'employa à faire remplacer dans les manuels scolaires l'expression Révolution française par celle de révolution de 1789, cette révolution n'étant « française ni par son inspiration, ni par ses conséquences » (*Temps modernes*, n° 8-9, 1953, pp. 345-6). Il est cependant à craindre que la discrétion de Decoux ait d'autres motifs. On a signalé que le nombre d'étudiants à l'université d'Hanoï était passé, durant son proconsulat, de 547 à 1.528. Et en effet, Decoux y ajouta une École des sciences et transforma l'École des beaux-arts en École d'architecture. Mais c'était avec l'arrière-pensée de n'avoir plus à envoyer en France, une fois les liaisons rétablies, qu'un tout petit nombre d'étudiants, strictement proportionné au nombre de places disponibles à leur retour. Encore ces étudiants devraient-ils être sélectionnés avec soin et placés sous « une surveillance et un contrôle vigilants pendant toute la durée de leur séjour dans la mère-patrie, de façon à les soustraire aux mauvaises fréquentations et aux propagandes dangereuses ou subversives » (402). On voit d'ici le réalisme du projet. Decoux fut d'ailleurs contraint de dissoudre l'Assemblée générale des étudiants le jour même du coup de force japonais à la suite d'agitations (Franchini, 1-181).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Bien que ce chapitre n'ait guère retenu l'attention, on peut affirmer que la représentation dominante doit beaucoup à la vérité officielle, y compris dans *L'Histoire du Viêt-Nam* de Devillers. Elle tourne autour du triptyque Résistance aux exigences japonaises (par la création de comptoirs...) — Production de succédanés — Grands travaux. Il s'agit moins d'un bilan de l'économie que d'un inventaire des actions administratives. Cette vision est propagée par des auteurs comme Decoux lui-même ou, avec des nuances notables, par son directeur des Affaires économiques, Jacques Martin.

Faut-il encore s'attarder sur Decoux ? Ses tirades contre le pacte colonial qualifié de « politique d'épicier, égoïste et à courte vue » (413) et de « formule étroite et rétrograde » (412) lui ont attiré ici et là sympathie ou indulgence. Mais à la différence d'un Paul Bernard, qui partait dans *Le Problème économique indochinois* (Nouvelles Éditions latines, 1934) du constat de la stagnation du niveau de vie indigène, en mesurait les dangers politiques et

plaidait, sans s'effaroucher des risques d'émancipation, en faveur de l'industrialisation et ce dans l'intérêt même à long terme du capitalisme français, Decoux raisonne avant tout sur la base de considérations militaires et en vue du maintien de la souveraineté française. S'il dénonce le pacte colonial, c'est non seulement pour que l'Indochine puisse accroître son potentiel mais « aussi et surtout » pour qu'elle puisse s'acheminer vers l'autarcie en temps de guerre (413-4). Et s'il préconise l'ouverture aux marchés d'Extrême-Orient, c'est pour désamorcer les menaces étrangères et spécialement, puisque le Japon n'est plus à redouter lorsqu'il publie ses mémoires en 1949, celle de la Chine (442). Sur son bilan, l'Amiral est égal à lui-même., c'est-à-dire qu'après avoir dressé un inventaire caricatural (mais repris par plusieurs auteurs) de l'héritage, il nous brosse un tableau féérique de sa propre action, concluant son chapitre « Économie et finances » par cette formule : « Pendant près de cinq ans, malgré [les prélèvements nippons et la rigueur croissante du blocus], l'économie indochinoise était restée saine, la vie et le ravitaillement assurés, le potentiel économique du pays intégralement sauvegardé » (450). Ce qui ne l'empêche nullement ailleurs de rendre les bombardements américains responsables de la « destruction rapide de notre patrimoine en Indochine (chemins de fer, ouvrages, ports, usines et stocks) » (166) ou — thèse fort répandue mais douteuse — de la terrible famine de l'hiver 1944-45 au Tonkin qui se solda, selon lui, par un million de morts (267).

Au contraire, le témoignage de Jacques Martin est d'abord celui d'un technicien qui ne se paie pas de mots et nous dresse assez honnêtement un bilan non pas exhaustif, loin de là, mais sévère et par maint aspect inédit, des empiétements nippons, ainsi qu'un tableau réaliste des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des mesures dirigistes, le tout étayé par quelques indicateurs précis (*Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 138, 1985).

Une deuxième présentation, due aux nouvelles équipes installées en Indochine après septembre 1945, fait peu de cas des organismes de défense mis en place par Decoux ou du développement des succédanés et s'attache plutôt à dresser le bilan des dégâts : l'Indochine est alors décrite comme le territoire français le plus atteint par la guerre, après la métropole.

Enfin, une troisième version colportée par un Chesneaux et sentant fort son origine, nous décrit Decoux à la fois comme un partisan sans état d'âme de la collaboration avec le Japon et comme un adversaire résolu de l'industrialisation indochinoise.

Le problème se complique encore de l'existence de nombreuses zones d'ombre :

- plusieurs aspects du commerce entre l'Indochine et le Japon, spécialement à l'export ;
- les caractéristiques telles que montant des capitaux engagés et des effectifs des sociétés créées par les Japonais, en particulier dans les mines ;
- le niveau des bénéfices réalisés par les grandes sociétés, beaucoup ayant une assise non exclusivement indochinoise, d'autres n'étant pas cotées ;
- l'ampleur de la collaboration et des délits économiques ;
- le montant et la ventilation du budget fédéral, notamment les sommes allouées au maintien en activité de secteurs ne pouvant plus exporter ou aux grands travaux ;
- l'identité des producteurs de succédanés (pneus, gazogènes...) et la part des productions réellement nouvelles par rapport aux relances de fabrications anciennes stoppées ou ralenties par la crise de 1929 ;
- la répartition exacte des responsabilités en matière de destructions entre Alliés, Japonais, Chinois et viêt-minh ;
- le nombre de salariés mis en congé ou licenciés et leur devenir ;
- le montant des indemnités versées après la guerre, sachant qu'en 1968, les Verreries d'Extrême-orient réclamaient encore des dédommagements au gouvernement français pour du matériel en transit détruit à Manille en 1942...

Tentons malgré tout un bilan provisoire de cette époque.

* Commerce extérieur et blocus maritime

Dans ses grandes lignes, l'évolution nous est connue. Avec la France et ses colonies : diminution des échanges jusqu'à leur arrêt définitif en novembre 1941, date de l'arraisonnement au large du Cap d'un convoi de cinq vapeurs français (import : 65.000 t. Export : 180.000 t. en 1941). Avec les USA : les bateaux américains cessent pratiquement leurs escales à la fin de 1940. Avec les places extrêmes-orientales (Singapour, Manille, Hong-Kong et surtout Shanghai) : intensification suite à l'autonomie douanière du 15 octobre 1940, puis net déclin après Pearl Harbor en décembre 1941. Le Japon et ses dépendances deviennent alors le partenaire privilégié et quasi exclusif.

Les importations s'effondrent de l'indice 100 en 1939 (587.000 t.) à 15 en 1943 et 2 en 1944. La dernière livraison d'hydrocarbures (4.000 t.) parvient de Singapour au printemps 1941, les dernières cargaisons de filés de coton arrivent la même année d'Amérique du Sud. Des places extrêmes-orientales parviennent 32.000 t. en 1942, 10.000 en 1944. Du Japon : 48.000 t. en 1942 (dont 8.000 t. de textiles, des pneus, etc.), quelques centaines de tonnes seulement en 1944.

À l'exportation, nous sommes dans un flou artistiquement entretenu. Il semble qu'à la veille de la guerre, dans l'espoir de désamorcer les projets agressifs de Tokyo, l'Indochine ait intensifié ses expéditions vers le Japon qui avaient régressé entre 1929 et 1937 de 6 à 4 % de ses exportations en valeur. Meuleau signale que les expéditions sont encore très modestes en 1939 (7.700 t. de riz par exemple) mais que la Banque de l'Indochine, estimant qu'elles sont appelées à croître du fait de la guerre, décide fin 1939 de créer une succursale au Japon. Martin parle quant à lui de 245.000 t. de riz vendues au Japon de septembre 1939 à avril 1940 mais reste très flou sur les quelques entreprises minières nippones qui se sont installées en Indochine. Le *Bulletin de la statistique générale de la France* nous apprend que les envois de minerai de fer indochinois vers le Japon passent de 12,6 Mt. en 1937 à 89 Mt. en 1938, une autre source partant de 80 à 100.000 t. / an de fer accompagné d'un peu de manganèse à la veille de 1940 (*L'Économie*, 14 décembre 1950, p. 4).

Les exportations totales, qui atteignaient 4,7 Mt. en 1939, chutent à 1,6 Mt. en 1942 et à beaucoup moins ensuite. Le riz constitue le poste principal. Avant guerre, l'Indochine en exportait en moyenne 1,5 Mt. Mis à part quelques livraisons dans les premiers mois à la colonie française de Shanghai, l'essentiel part désormais au Japon : 683.000 t. en 1941 (sur 700.000 demandées), 807.000 t. en 1942 (sur 1.050.000 t. demandées). En 1940-41, du caoutchouc destiné aux USA et des métaux précieux ont été vendus sur les places d'Extrême-Orient pour financer les importations qui en provenaient. Mais du caoutchouc part aussi en 1941-42 pour le Japon qui débourse à cet effet au moins 12,9 t. d'or (*BI*, 447). 300.000 t. de charbon sont écoulées en 1942, réparties à 80/20 entre le Japon et ses dépendances. L'extraction de manganèse est poussée de 1.700 t. avant guerre à 3.450 t. en 1944 mais 4.000 t. n'avaient pu être embarquées en mars 1945. Henri Lanoue (dans *Tradition et révolution au Vietnam*) fait état de plus de 160.000 t. de phosphates exportées sur près de 200.000 extraites, ce dont Decoux ne souffle mot, Martin mentionnant seulement « les dizaines de milliers de tonnes d'apatite (phosphates) et minerai de fer » bloquées à Haïphong à la fin de la guerre (p. 69). Il restait aussi d'importants stocks d'étain et de zinc (*BI*, 431).

* Bombardements alliés

Ils furent en quasi-totalité le fait de la 14^e US Air Force qui opéra à partir de l'été 1942 de la base de Kunming-Kweilin. Ils visèrent en priorité les moyens de communication et, secondairement, certaines mines et usines.

Les premiers ont touché le chemin de fer du Yunnan de Laokay à la frontière chinoise jusqu'à Haiphong. Les docks du port furent détruits et de nombreux Japonais tués. À Gialam, aérodrome d'Hanoï, les Nippons furent contraints de retirer la plupart de leurs avions pendant près d'un an. À Yen Bay, deux locomotives furent mises proprement hors d'usage. Début 1943, en raison de la guerre sous-marine, la navigation fut interdite au nord

de Tourane et le fret transbordé sur la voie ferrée. Les cimenteries d'Haiphong, susceptibles de travailler pour les ouvrages de fortification, furent touchées durant l'été 1943 et arrêtées. Hélas, d'après un rapport d'octobre 1943, les attaques perdirent rapidement la précision des débuts. Un train blindé français est pris à partie à Yen Bay, une opération sur Phu Mo consterne la population. Par ailleurs, l'USAF mitraille des chaloupes près de Nam Dinh, des autobus à Tuyen Quang et cause de nombreuses victimes civiles en bombardant les charbonnages d'Hongay et les mines de Cam Duong. Le 2 décembre 1943, un raid sur Hanoï endommage les voies, le matériel roulant et les ateliers de réparation : on parle de près de 500 morts en deux fois. Au cours du premier trimestre 1944, les opérations s'étendent vers le sud. Les ateliers de réparation ferroviaire de Vinh-Thuong Thi doivent être abandonnés. Tourane, au sud de Hué, est visé le 26 janvier. Tous les grands ponts sont détruits de la frontière chinoise au centre-Annam. Les tentatives de rétablissement sont annihilées par un cyclone, puis par de nouveaux raids. Au cours des sept premiers mois de 1944, le cabotage est réduit à peu de choses : 8.000 t. de riz vers le Nord et 3.700 t. de charbon tonkinois vers Saïgon.

Vers la fin de l'année, les raids s'étendent à la moitié sud de la Fédération. Les renseignements transmis par la Résistance permettent des raids ravageurs sur les convois japonais. Le 6 janvier, lendemain de la reprise de Manille par les Américains, une quarantaine de navires est coulée dans la rivière de Saïgon et devant le cap Saint-Jacques (Dap Cau). Un raid massif est déclenché le 12 et le croiseur *Lamotte-Picquet*, entre autres, est envoyé par le fond. Les Japonais redoutent un débarquement imminent... Le 7 février, un raid sur Phnom Penh fait plusieurs dizaines de morts. Les fabriques d'alcool-carburant sont systématiquement détruites, dont celle de Saïgon-Binh Tay en mai 1945. Quand la guerre s'achève, la quasi-totalité des bateaux (environ 200.000 t.) dont les Japonais avaient exigé la cession par les Français en location-vente ont été détruits.

* mesures de défense économique

En mai 1941, les Japonais acceptèrent que les Français continuent d'assurer 85 % des exportations FOB (en valeur selon Decoux, en tonnage selon Martin) et les deux tiers des importations, proportion réduite à la moitié en mars 1942 (mars 1943 selon Martin).

Afin de les empêcher d'acheter directement aux indigènes ou d'exploiter les rivalités des intermédiaires français, l'administration Decoux multiplia les comptoirs détenteurs de monopoles d'exportation.

Le premier d'entre eux, celui du caoutchouc, avait d'abord été créé en décembre 1940 en vue de soustraire à l'occupant les quantités qu'on désirait exporter sur les places d'Extrême-Orient. À partir de 1943, il eut pour mission d'acheter la production inexportable. (Nous ignorons sur quoi s'appuie J.-R. Feray pour affirmer qu'avant l'entrée en guerre des USA, « les patrons du caoutchouc ... marchaient à fond dans la politique de collaboration franco-japonaise qui s'amorçait » in *Le Viêtnam au XX^e siècle*, 58). Étaient-ils assez naïfs pour ne pas redouter leur éviction ? En Cochinchine, Devillers note que sur une centaine de résistants authentiques, il y avait environ 80 planteurs (*HVN*, 120)

Le Comptoir du charbon dut bientôt se consacrer à la répartition entre ses membres de la baisse de production planifiée.

La tâche la plus ardue revint au Comité du riz (février 1941) et à son successeur, le Comptoir des céréales (décembre 1941) qui devaient à la fois interdire les tentatives d'achat direct, en particulier par la firme Mitsui, et permettre à l'administration d'acheter à un niveau qui ne soit pas supérieur au prix de vente aux Japonais. Comme l'administration se trouvait ici en présence d'une offre dispersée et d'intermédiaires nombreux, en majorité chinois, elle en vint de fil en aiguille à prendre le contrôle de toute la filière mais ne put empêcher le développement d'un actif marché noir malgré la réquisition des 72 rizeries de Cholon, en majorité célestes.

À l'importation, il fallait éviter que les maisons de commerce françaises fussent court-

circuitées, empêcher que les Japonais profitent de la concurrence entre elles pour faire monter les prix, et obtenir que les industriels soient approvisionnés de manière équitable. À cette fin, on institua une Fédération des importateurs (février 1941), on accorda aux adhérents des marges substantielles pour qu'ils puissent constituer des réserves en prévision de temps qui s'annonçaient encore plus difficiles et on multiplia les comptoirs professionnels ayant mission de répartir les approvisionnements entre leurs adhérents. Mais dans ce domaine-ci., la lutte était encore plus difficile que dans le précédent. Aux six maisons nippones existant avant-guerre, Tokyo avait obtenu le droit d'en ajouter dix autres, qui ne tardèrent pas à se grouper en réponse au front uni présenté par les importateurs français. Au demeurant, ces maisons ne se gênaient guère pour favoriser les semi-grossistes et détaillants chinois ou annamites., pour s'adresser directement aux industriels en subordonnant leurs livraisons à une participation dans leur affaire, et pour justifier leurs refus de vente par de prétendues réquisitions opérées par l'armée japonaise. Qui plus est., de nombreuses maisons de détail s'installèrent en 1941, souvent sans attendre les autorisations légales, d'abord dans les villes, puis dans l'intérieur où elles doublèrent leurs magasins de vente de rayons d'achat en vue de se procurer les marchandises dont l'exportation était prévue ou de répondre à la demande de l'armée occupante. Fin 1943, tous secteurs confondus (import, détail et mines), on dénombrait rien moins que 100 maisons nippones en Cochinchine (dont 26 « en cours d'autorisation ») et 94 au Tonkin. C'est par leur canal que l'armée japonaise écoula les stocks substantiels destinés à la Chine dont elle s'était emparée en 1940 à Haiphong.

En ce qui concerne le règlement du solde commercial dont tout laissait prévoir qu'il serait très favorable à l'Indochine (Decoux l'estime à environ 300 millions de piastres de janvier 1941 à mars 1945), les négociateurs français réussirent à obtenir, en mai 1941, un paiement en or et devises convertibles, sous la seule réserve d'un différé d'un an pour 70 % des livraisons de riz. Ce système fonctionna jusqu'à fin 1942, date à laquelle Tokyo imposa un paiement en yens spéciaux uniquement utilisables dans les zones contrôlées par le Japon mais susceptibles de devenir convertibles en cas de retour à la normale... Ces yens spéciaux servirent également de contrepartie aux allocations croissantes en piastres versées par l'administration Decoux aux troupes nippones stationnées en Indochine. Après guerre, l'Indochine se trouva créditrice :

— au titre de la période 1941-1942 : de 76,5 millions de piastres en devises et d'un stock d'or de 32,6 t. d'une valeur de 1.300 millions de piastres (dont 40 % au titre des exportations de caoutchouc et 36 % des allocations aux troupes nippones), stock qui fut trouvé par les Américains dans les caves de la Banque du Japon et restitué en 1949 à la France.

— pour la période 1943-1945 : 616,8 millions de yens, plus de la moitié des yens spéciaux perçus au titre des allocations aux troupes nippones (575 millions de piastres) ayant été dépensés pendant la guerre pour l'entretien des ambassades et consulats d'Extrême-Orient et du Corps expéditionnaire français bloqué à Shanghai.

Decoux procéda enfin à la création d'un Commissariat général aux relations franco-japonaises ayant pour but d'endiguer, autant que faire se pouvait, les revendications nippones. Celles-ci étaient aussi variées que nombreuses mais consistaient surtout en création de sociétés mixtes, en demandes de concession agricoles ou forestières (les Japonais n'exploitant pas directement mais passant des contrats avec des producteurs locaux), en demandes de fournitures pour l'armée et en tentatives de prendre le contrôle des moyens de transport. Les résultats furent inégaux. Dès août 1940, une mission fut envoyée par Tokyo pour étudier les possibilités de mise en valeur. Elle concocta de volumineux rapports qu'elle refusa de communiquer sous prétexte de difficultés de traduction.

En fait, les Japonais, lancés dans une brutale expansion territoriale, n'avaient pas les moyens de leurs ambitions. Leurs concessions agricoles ou forestières ne donnèrent que de médiocres résultats :

- ricin : obtention en juillet 1944 de 2.040 h en Cochinchine, 14.700 dans le Sud-Annam et 350 au Cambodge. Retour l'année suivante aux demandes de graines adressées à l'administration.

- coton : obtention de 650 h défrichés et 2.429 incultes (sur 7.750 et 2.000 demandés).

- bois : concession de 200.000 m³ dans le Sud et 100.000 m³ dans le Nord en mars et septembre 1943. Cependant, en 1944, les achats ne dépassèrent pas 5.000 m³ / mois.

Les sociétés mixtes végétèrent en raison des circonstances. L'exploitation du wolfram se heurta à de fréquents problèmes de trésorerie, et les cimenteries furent bombardées avant que les Japonais n'aient pu concrétiser leur mainmise.

Selon Martin, en dehors du riz, les fournitures à l'armée nippone furent nombreuses mais le tonnage global faible. L'administration refusa de mettre à la disposition des Japonais les distilleries de Saïgon-Binh Tay afin d'y fabriquer du butanol pour leur aviation. Dans le secteur minier, l'activité des entreprises japonaises ne porta que sur des volumes de quelques milliers de tonnes (chrome, nickel, manganèse, mica), sauf, si l'on en croit Lanoue, pour les phosphates et peut-être pour le fer. Les Nippons créèrent sans autorisation des huileries, des savonneries, des chantiers de construction de jonques et un frigorifique pour la viande à Saïgon, provoquant hausses de salaires et graves perturbations dans les approvisionnements. Les empiétements les plus graves furent commis dans les transports avec l'achat, en 1941, des navires hauturiers des Messageries maritimes, des Changeurs réunis et de Dreyfus, l'acquisition de la majorité des chaloupes chinoises sur le Mekong (ce qui provoqua la création d'une société mixte française État-privé, la SIRA, pour racheter les chaloupes desservant le Laos) et l'attribution d'une part substantielle du trafic ferroviaire¹⁹.

* Développement de succédanés et autres produits

Certains résultats ne doivent rien à l'action administrative comme le développement spontané des cultures oléagineuses dans toutes les provinces en substitution des 40.000 t. de pétrole importées avant guerre pour l'éclairage (soit autant que pour la consommation automobile).

Mais en général, lorsque plusieurs maillons étaient nécessaires entre le producteur de matières premières et le consommateur final, l'administration dut intervenir de diverses manières : participation aux recherches, actions de propagande, cultures forcées, prix imposés, création de coopératives, aide aux nouvelles entreprises sous forme de participation financière et de garanties d'achat ou de bénéfices élevés, voire création et exploitation directe de certains établissements.

Il faut d'ailleurs souligner qu'en raison des tensions politiques passées et présentes, certains monopoles furent très vite assouplis, voire supprimés ici ou là, de manière à laisser aux paysans la disposition d'une partie au moins de leurs récoltes tandis que les prix du coton, du jute, de la ramie furent réajustés pour tenir compte des récriminations parfois vives des producteurs.

Deux urgences étaient à résoudre : les hydrocarbures et les textiles.

Après de sévères restrictions, l'équipement des véhicules lourds en gazogènes (352 début 1941, 3.577 à la mi-1943) et le développement de la production de charbon de bois (de 2.800 à 30.000 t.) — auquel on adapta aussi les moteurs fixes à gaz pauvres — permirent le maintien en circulation de plus de la moitié du parc de camions. D'autre part, les distilleries — qui, contrairement à ce que prétend Decoux, en avaient déjà l'expérience — poussèrent la fabrication d'alcool-carburant de 6,3 MI en 1938 à 17,8 en 1942, palliant ainsi une partie des 50 MI d'essence importés avant guerre.

¹⁹ À la suite d'un accident ferroviaire qui coûta la vie à une douzaine de Japonais à la mi-1942, l'occupant tenta en vain de prendre le contrôle du trafic mais obtint jusqu'aux deux tiers de ses capacités sur le Hanoï-Saïgon. En outre, il réquisitionna du matériel roulant sur la ligne Phnom-Penh-Sisophon pour le transférer au Siam (Cf. Martin, *article cité*, 74, et rapport d'Alfred François à Alger, 6 décembre 1943, cité in Valette, 189-190).

Dans quelle mesure les Japonais en profitèrent-ils ? À en croire les uns, ils en auraient été les bénéficiaires exclusifs (Chesneaux, *CHNV*, 226). Selon Jacques Martin, les distilleries auraient continué à travailler à destination exclusive des besoins indochinois jusqu'à leur destruction par l'aviation alliée en mai 1945 (article cité, 72-3).

En complément, signalons la fabrication d'accumulateurs et de pneus. Cette dernière serait due à l'initiative de plusieurs industriels cochinchinois dont M. Oberli, représentant de Michelin, mais nous savons que la production de pneus et bandages figurait dès 1928 au catalogue de la maison Labbé de Saïgon. Elle serait passée de 1.000 par mois fin 1943 à 1.500 par mois fin 1944 (dont les trois quarts pour poids-lourds), soit assez pour faire face à l'interruption des importations japonaises après 1942. Toutefois, la qualité aurait été mauvaise par manque de bonnes fibres de renforcement (selon Devillers, *Le Monde*, 7 mai 1946).

Quant au mazout (15.000 t.), consommé surtout par les centrales électriques, et aux lubrifiants (15.000 t.), ils furent remplacés par des mélanges d'huiles végétales et de poisson mis au point par les techniciens de la Cie franco-asiatique des pétroles (Shell) en collaboration avec les services officiels. Grâce à l'obligation de culture imposée aux paysans, à un relèvement des prix (de 22 à 38 piastres pour le quintal de ricin au Tonkin, de 21 à 33 piastres pour le quintal de coprah en Cochinchine), à l'instauration d'un monopole souple du commerce, du transport et du traitement — confié dans la moitié nord à l'Union des coopératives agricoles et dans la moitié sud à la Franco-asiatique agissant par délégation du Comptoir des corps gras —, grâce enfin au montage de puissantes huileries, les surfaces complantées en arachides et ricin quadruplèrent (de 17.500 à 68.000 h), la production atteignit dans la moitié nord 2.869 t. d'huile (arachide, ricin, coco) et dans la moitié sud 40.733 t. de graines (soit par ordre décroissant : coprah, arachide., ricin, hévéas et kapok) et 2.309 t. d'huile de poisson au Cambodge.

Restait cependant le problème de la centrale électrique de Saïgon qui fonctionnait au charbon et qui dut, après la rupture des communications avec le Tonkin, recourir à la chauffe au maïs encore plus qu'au paddy, ainsi qu'à la tourbe, ce qui la mit pratiquement hors d'usage.

La pénurie de tissus fut, elle, très mal résolue, non parce que « tous les tissus, cotonnades et même soieries étaient de provenance métropolitaine » (Decoux, *BI*, 415) ou parce que l'Indochine importait avant guerre, outre 2.000 tonnes de soie grège, quelque 20.000 t. de tissus de coton (Martin, 81) mais parce que l'Indochine, qui consommait environ 22.000 t. de tissus, dont 7 à 8.000 importés, produisait la plus grande partie de la différence en transformant des filés de coton importés, quelques centaines de tonnes de coton seulement étant achetés sur place. En conséquence, malgré le développement des surfaces cotonnières de 7.000 à 52.000 h en 1944, la production de coton égrené n'atteignit que 6.500 t. dont 2.500 seulement livrés au Comptoir des textiles. Aussi, en dépit des appoints en jute (2.100 t. en 1944) et en ramie, au recours aux fibres de polompon, ananas, kapok, bananier, etc., et aux importations de rayonne japonaise chère et peu adaptée à l'habillement traditionnel (8.000 t. en 1942, moins de 6.000 en 1943), la pénurie fut sévère et particulièrement éprouvante au Tonkin. C'est pourquoi Decoux, dans son plaidoyer, esquive prudemment la question.

Une ébauche de sidérurgie (et non de métallurgie comme dit Decoux car celle-ci existait déjà et permit en particulier de produire des gazogènes en grand nombre) apparut en 1943 grâce à M. Maï Tan, qui obtint 300 t. de fonte par mois dans un haut fourneau chauffé au bois, tandis que divers industriels se reconvertirent dans la production de poudre noire se substituant à la mélinite pour les mines, relancèrent la production de soude pour savon — jusqu'à couvrir la moitié des besoins —, d'acide chlorydrique, de blanc de zinc pour peintures, se lancèrent dans celle de chlorate de potasse pour allumettes, alors que des pharmaciens et les instituts Pasteur assurèrent la production de médicaments courants. La quinine en particulier, déjà lancée par Yersin à Nhatrang après la Grande Guerre pour briser

le monopole des colonies hollandaises (*L'illustration*, 20 mars 1943), fut fabriquée à raison de 4 à 6 t. / an, quantité suffisante pour satisfaire les besoins curatifs mais pas pour assurer la prévention. Enfin, on s'efforça de pallier la pénurie de papier, surtout sensible en Cochinchine (un quart des besoins couverts au total) et de carton (demande satisfaite fin 1944).

Dans l'alimentaire, les services officiels se mobilisèrent pour développer l'élevage du bœuf — dont plusieurs dizaines de milliers de têtes furent disséminés sur les plantations d'hévéas — ainsi que du porc, pour lequel on passe en Cochinchine de 600.000 têtes en 1941 à 743.000 en 1943. La consommation du poisson devenu inexportable fut encouragée et des coopératives créées au Cambodge en 1940-41 et sur les côtes vietnamiennes à partir de 1943.

La population européenne semble avoir particulièrement bénéficié des attentions officielles : création de centrales de stérilisation laitière dans les grandes villes en remplacement du lait concentré importé, fabrication d'aliments infantiles maltés à base de riz, pain de riz progressivement amélioré en substitution du pain de blé, établissement de colonies tonkinoises autour de Dalat pour y développer le maraîchage à l'intention des 6.000 Européens, construction d'une malterie fonctionnant au paddy qui permit d'augmenter la production de bière, vins à base d'ananas ou d'autres fruits, apéritifs à partir de quinquina, de cédrat et d'orange, paddy-soda au lieu de whisky, eaux minérales de Vinh Bao (Baffleuf), etc.

* Grands travaux

Bien que ces travaux aient été explicitement entrepris pour des raisons politiques, c'est à tort qu'on laisse entendre comme Meuleau (*PEO*, 431) qu'ils se sont limités à la transformation de Dalat ou à des monuments de prestige telles la cité universitaire d'Hanoi ou l'École française d'Extrême-Orient (en fait, la bibliothèque de l'ÉFEO, et non l'ÉFEO elle-même, et l'on peut contester la qualification de prestige). Quatre postes sont à considérer :

— hydraulique agricole : les indications données par Decoux sont plutôt vagues.

Pour le delta du fleuve Rouge, sont cités à « titre indicatif » trois casiers rizicoles dont l'aménagement reçut une « impulsion décisive » : Hadong-Phuly, Nam-Dinh et Thai-Binh. Or, d'après Robequain (*ÉIF*, 250), si un barrage mobile de 260 m était encore en construction sur le Day en 1939 pour le casier d'Hadong-Phuly, le casier de Thai-Binh était terminé à cette date.

Nord-Annam : selon Decoux lui-même, les ouvrages principaux du casier de Vinh furent achevés mais l'exploitation en fut retardée faute d'un gros matériel à importer. Plusieurs secteurs importants purent tout de même être mis en œuvre grâce à du matériel de fortune trouvé dans le pays.

Cochinchine : barrage sur le bas-Mékong à Bentré, plus « lancement et en général achèvement » du casier Rach-Gia-Hatien-Chaudoc-Long Xuyen destiné à des colonies tonkinoises. En fait, les principaux canaux drainant ce secteur sont antérieurs à 1940.

Cambodge : ouvrage de colmatage dans la province de Kandal près de Phnom Penh (probablement à Koki-Thom), aménagement de quelques casiers littoraux et remise en eau du Barai occidental de Siem-Réap, ancien bassin de la splendeur d'Angkor. En vérité, ce travail n'a été achevé avec l'aide américaine qu'après l'indépendance. Il devait permettre l'inondation de 4.000 h de rizières mais les résultats furent décevants (cf. Fillieux et Delvert).

— routes : les choix effectués laissent perplexes. Les travaux se sont concentrés d'une part dans la partie laotienne de la vallée du Mekong, d'autre part dans des régions montagneuses, forestières et peu habitées. Stratégiquement, ces travaux avaient un sens en cas d'agression étrangère (en fait siamoise) mais presque aucun en cas de troubles intérieurs. Économiquement, ils présentaient certes un intérêt : ouvrir à la mise en valeur des régions délaissées mais il s'agissait d'un objectif à long terme que l'urgence aurait probablement dû amener à différer pour mobiliser les moyens sur des opérations plus rentables à court terme.

L'immense majorité des habitants ne pouvait percevoir l'intérêt de ces travaux qui s'accomplissaient dans des zones sous-peuplées. En voici le détail :

Tonkin : transversale d'une centaine de km entre Laokay et Bac-Quang, élément d'une future rocade qui devait longer la frontière chinoise. Laokay, qui était devenu pendant la guerre un important centre phosphatier sous contrôle japonais, était ainsi relié pour la première fois par la route avec Hanoï... mais elle l'était déjà par le fleuve Rouge et le chemin de fer du Yunnan.

Laos : achèvement de la RC 13 joignant Louang-Prabang (nord-Laos) à Saïgon en longeant le Mekong sur les deux-tiers du parcours : tronçons de 71 et 130 km rendus carrossables à la saison sèche entre Louang-Prabang et Vientiane et de Paksane à Thakhek ainsi qu'empierrement sur 240 km entre Savannakhet et Paksé. Amélioration de deux transversales Partant de Vinh (nord-Annam) vers Louang-Prabang et vers Thakhek, cette dernière ville étant reliée par un embranchement aux mines d'étain de Boneng. Verticale Muong Phim-Saravane, élément d'une future route "centrale" ou "stratégique" devant relier entre elles les transversales laotiennes.

Sud-Annam : intensification et quasi-achèvement de la construction de la RC 14 reliant Kontum-Pleiku sur les plateaux moïs à Saïgon via Ban-Me-Thuot. Équipement définitif d'une partie de la RC 19, transversale reliant Pleiku à Stung-Treng sur le Moyen-Mékong (nord-Cambodge). Rectification d'un tronçon de 14 km à l'approche de Dalat.

— travaux portuaires : au moins aussi déplacés que les précédents. Étude de deux avant-ports à Saïgon, où des terrains furent expropriés en prévision, et à Haiphong où les travaux de terrassement préalables à la construction des quais furent poursuivis après le coulage de la drague qui creusait le chenal d'accès par l'aviation américaine en juillet 1943. Était prévu à proximité un « centre moderne balnéaire et d'estivage »...

— bâtiments : en dehors de quelques réalisations utilitaires comme les nouveaux abattoirs de Saïgon-Cholon, la cité universitaire d'Hanoï composée de quatre pavillons de 80 places chacun offertes à des étudiants qui vivaient jusqu'alors « dans des conditions précaires et même lamentables » (*dixit* Decoux), la bibliothèque de l'ÉFEO ou... la prison-modèle de Saïgon Chi-Hoa, il s'est agi essentiellement de travaux de prestige portant sur les résidences publiques ou privées des officiels français ou indochinois, le Grand Théâtre de Saïgon, etc. Le clou du spectacle réside dans les travaux effectués à Dalat qui doubla de taille pendant la guerre en passant à 35.000 habitants. Reprenant un projet vieux de plus de dix ans, Decoux voulait y transférer le gouvernement général établi jusque là à Hanoï, opération qu'on a pu comparer au transfert de notre capitale de Paris à Aurillac ou à Versailles... tant ce projet semble symboliser le fossé qui s'était creusé entre le pouvoir colonial et les masses. Pour alimenter la ville, un barrage hydro-électrique de 600 CV fut construit à Ankroët mais, contrairement à ce qu'affirment Decoux (*BI*, 455n) ou Franchini (*GI*, 1-162), ce n'était pas le premier ouvrage de quelque importance de ce type puisque les Étains et wolframs du Tonkin disposaient au moins depuis les années 20 d'un ouvrage hydraulique de 750 CV à Ta-San.

* bilan économique, financier et humain

Malgré l'institution des comptoirs, de nombreux secteurs, faute de matériel neuf, de pièces de rechange, de fournitures et de débouchés, durent réduire ou cesser leur activité (mines, textiles, commerce, banque). L'artisanat connut un renouveau encouragé par des foires et des concours mais disposant par définition de faibles moyens et souffrant comme l'industrie de pénuries, il ne pouvait que médiocrement répondre en quantité et en qualité à la demande.

L'administration avait étendu son contrôle jusqu'au niveau du consommateur au moyen de cartes individuelles dont l'octroi, « en dépit d'inconvénients politiques évidents que ne manqueraient pas d'exploiter les agitateurs » (Martin, 85), avait été réservé aux Européens et assimilés. En Cochinchine, les listes de bénéficiaires furent établies par l'administration et les

entreprises et laissées à l'appréciation des bureaux de ravitaillement en tenant des conditions politiques locales (*sic*).

« Contrainte de gérer la pénurie plutôt que de la résoudre », l'administration fut peu à peu débordée par un marché noir qui gangrenait progressivement tous les secteurs, y compris par la faute du consommateur européen qui « refusait de rien sacrifier à ses habitudes de confort et de facilité » (Martin, 92). Une police spéciale fut instituée mais avec des agents de la Sûreté et sous le contrôle de celle-ci. Comme on jugea nécessaire de ne pas multiplier les attaques contre les Français au-delà de quelques exemples-alibi et de ne pas pousser les indigènes à rechercher la protection des Japonais, les poursuites suivies de condamnation furent très rares : 11 en Cochinchine de juin 1944 à janvier 1945 contre 5 au cours des années précédentes.

Le plus grave fut cependant la famine au Tonkin au sujet de laquelle existent des discordances sensibles entre auteurs, voire sous la plume d'un même auteur. Decoux commence par expliquer qu'elle fut consécutive au coup de force japonais : « Si la souveraineté française sur l'Indochine avait été éliminée dès 1941,... les inondations, dues aux ruptures de digues, et les terribles famines qui en résultèrent au Tonkin, à la suite du coup de force du 9 mars 1945, se seraient ainsi produites trois ans plus tôt » (162). Mais plus loin, il affirme que c'est le bombardement du transindochinois par les Américains qui empêcha l'administration de secourir la population tonkinoise menacée « au cours de l'hiver 1944-45 » (267), donc avant le coup de force nippon. De même, Devillers parle du million de morts enregistrés « depuis l'automne de 1944 » (*HVN*, 131) après avoir évoqué dans *Le Monde* du 7 mai 1946 une famine sérieuse à partir du printemps 1945. Pour sa part, dans la déclaration d'indépendance du 2 septembre 1945, le Viêt-Minh fait état de deux millions de morts de faim "dans les premiers mois de cette année". Certains auteurs s'accordent pour la coller sur le dos de l'administration Bao Dai accusée d'avoir mal entretenu les digues et opéré des réquisitions au profit des Japonais (Fall, *Les Deux Vietnam*, 79, Dalloz, *GI*, 66 et 91., Franchini...).

En réalité, l'origine du drame est bien la mauvaise récolte du dixième mois, C'est-à-dire novembre (et non octobre comme le croit Meuleau, *PEO*, 428, le Nouvel An viêt, ou Têt, commençant environ un mois après le nôtre), mauvaise récolte due en partie à des typhons accompagnés de raz-de-marée et dont les conséquences furent aggravées par des froids hivernaux exceptionnels qui compromirent les cultures secondaires.

Dans ces circonstances, il est normal qu'on observe un décalage entre le moment où commence la famine aggravée par les classiques hausses de prix et le moment où les victimes s'accumulent en masse. Mais si des circonstances climatiques créèrent un tel drame, c'est d'abord en raison des insuffisances humaines : médiocres rendements aggravés pendant la guerre par la pénurie d'engrais, usure du matériel de travaux publics qui obligeait à limiter l'entretien aux digues et canaux principaux (Meuleau, 427) et enfin réquisitions effectuées au Tonkin par l'administration Decoux elle-même (185.000 t. de riz fin 1944 selon Pedrazzani).

Quant aux responsabilités commodément rejetées sur les Américains, il convient d'y regarder à deux fois : afin d'éviter un contrôle japonais sur le transindochinois., raconte Martin, « l'administration fut amenée à accepter d'effectuer des transports militaires entre le Nord et le Sud. Ces transports, qui absorbèrent jusqu'au deux tiers du trafic, affectèrent gravement le ravitaillement du Tonkin, jusqu'au jour où les bombardements aériens les arrêtaient pratiquement » (74).

Tous ces phénomènes eurent leur traduction financière. Le découvert du Trésor à la Banque de l'Indochine atteignait 200 millions de piastres au moment du coup de force (soit plus que le budget annuel de l'Indochine) contre 10 millions de piastres maximum avant guerre. Toutefois, plus de la moitié en était gagée sur des stocks en attente d'exportation. Le financement de ces stocks, les grands travaux, les allocations aux troupes japonaises (725 millions de piastres) avaient provoqué un quintuplement de la masse monétaire qui passe en

gros de 280 millions de piastres en 1940 à 500 environ en 1942 et 1 500 en mars 1945. Il s'ensuivit une inflation plus élevée dans le Nord que dans le Sud et plus sensible à la population indigène qu'à la population européenne. D'une base 100 en 1925, on passe pour les ouvriers indochinois de Saïgon à 236 en 1943 et 437 fin 1944 et pour ceux d'Hanoï à 451 et 1 040. Pour les Européens : 338 fin 1944 à Saïgon et 740 à Hanoï (Martin, art. cité, 71).

LES TROUBLES SOCIAUX ET LEUR RÉPRESSION

Jamais à court d'une contradiction, Decoux affirme à maintes reprises que non seulement il n'eut à combattre « de 1940 à 1945 aucune rébellion sérieuse » (135, 205...) mais encore que jamais les indigènes ne se sentirent « par l'esprit et par le cœur si près de notre patrie » (99, 205, 495-6). Ce résultat, il l'attribue à sa « politique indigène » et non pas à l'usage, dont il n'aurait eu « ni les moyens, ni le désir », de la force, de la contrainte ou de la crainte (205, 483). Dans son élan, il va même jusqu'à condamner ceux qui, à la Libération, ont cru qu'ils régleraient le problème de l'Indochine en y envoyant des blindés (486). En fait, et Decoux ne peut le dissimuler totalement, le régime eut à combattre deux types d'agitation : l'une provenant des partisans du prince Cuong-Dé, auquel les Japonais finirent par préférer Bao Dai, et des sectes ; l'autre, des communistes.

Les partisans de Cuong Dé, Viêts émigrés en Chine, avaient réussi à travailler les populations montagnardes du Cai Kinh, au sud-ouest de Langson. La chute de cette garnison en septembre 1940 fut présentée comme un premier pas vers l'éviction des Français. Quand l'armée française vint réoccuper ses positions en octobre, des bandes nombreuses, renforcées par des Thos ayant déserté lors des récents engagements contre les Japonais, multiplièrent pendant deux mois les attaques de postes (Chesneaux est à notre connaissance le seul qui parle d'une participation communiste dans cette affaire in *CHNV*, 225). La répression fut confiée à Paul Chauvet, qui avait déjà liquidé les mouvements apparus après la révolte de Yen Bay. « Les rebelles arrêtés, se souvient-il, étaient jugés sur le champ par un tribunal formé aussitôt comprenant un fonctionnaire vietnamien local et exécutés » (Valette, 456-7). Decoux est enthousiaste : « Cette dangereuse agitation fut jugulée magistralement, et dans le minimum de temps, suivant des méthodes qui restaient dans la ligne de nos plus belles traditions coloniales, et rappelèrent à certains la grande ombre des Doumer, des Galliéni, des Lyautey » (*BI*, 121).

En Cochinchine, l'agitation était moins violente mais plus difficile à contenir. Les caodaïstes, ralliés à Cuong Dé dès 1936, étaient nombreux (300.000 ? Un million ?). Un coup sérieux leur fut porté par Decoux qui ferma le temple de Tay Ninh ainsi que plusieurs oratoires provinciaux et fit déporter aux Comores six dirigeants, dont le « pape » Pham Cong Tac. Mais à l'automne 1940, la secte, remise en selle par les Japonais, entreprit quelques mois plus tard de collecter des fonds pour acheter des armes. N'ayant pu arrêter son nouveau chef, Tran Quang Vinh, protégé par les Japonais, Decoux dut se contenter en juillet 1943 de rafler les principaux responsables de la province de Thudaumot. En 1944, la secte disposait tout de même d'un corps de 4.000 hommes en armes.

La répression s'abattit aussi sur la jeune secte hoa-hao. Son chef spirituel, Huynh Phu So, fut arrêté quelques jours en mai 1940, puis interné à l'hôpital psychiatrique de Choquan (août 1940-juin 1941), envoyé en résidence surveillée à Bac Lieu et finalement enlevé en octobre 1942 par les Japonais qui le placèrent sous leur protection pour empêcher l'Amiral de le déporter au Laos. Pendant que le "bonze fou" encourageait le peuple à l'agriculture au profit de l'armée japonaise, la secte prenait des dispositions en vue d'un soulèvement armé, attirant à elle de nombreux éléments troubles. Comme les caodaïstes, elle participa au Front national unifié qui reçut le pouvoir des mains des Japonais en août 1945 et joua un rôle actif dans les troubles anti-français de septembre.

Le danger le plus grave vint des communistes. Le 22 novembre 1940, profitant de la mobilisation militaire contre le Siam, le Comité communiste de la Cochinchine lança un ordre d'insurrection bien que la Sûreté, qui avait eu vent de l'affaire, commençait à arrêter les principaux responsables. Des troubles éclatèrent à Giadinh, dans la banlieue de Saïgon (mais le reste de l'agglomération resta calme), et dans la plaine des Joncs, puis s'étendirent vers le sud (Mytho, Cantho, Rach-Gia, Baclieu). Douze provinces furent touchées, le drapeau rouge à étoile jaune fut pour la première fois arboré. L'aviation intervint et l'ordre revint fin décembre. Le bilan officiel fut de 33 morts parmi les militaires et d'une centaine parmi les insurgés (plus de 5.000 selon le PCI). 106 personnes furent condamnées à mort, dont Nguyen Thi Minh Khai, première femme membre du comité central, et furent exécutées malgré les conseils de prudence de Vichy. Selon Devillers, 6.000 rebelles furent appréhendés et internés à Poulo-Condore ou dans les "camps spéciaux". Dans la province de Mytho, la répression avait été menée par Nguyen Van Tam, futur chef de la Sûreté de Bao Dai, puis président du conseil (juin 1952-décembre 1953) qui s'établira en France après les accords de Genève de 1954 et y mourra en novembre 1990. Faut-il croire Nguyen Khac Vien lorsque, visitant Cai Lay près de Mytho en 1977, il écrit : « Ici le souvenir des patriotes enchaînés les uns aux autres par un fil de fer qui leur transperçait la main, puis exécutés, déportés massivement, reste bien vivant » (*Viêtname, patrie retrouvée*, Éd sociales, 1977) ? On dit que le comité central du Parti avait envoyé d'urgence un contre-ordre qui parvint trop tard et que son autorité en sortit renforcée. Toujours est-il qu'en janvier 1941, il fit condamner à mort et exécuter plusieurs responsables de l'insurrection prématurée.

D'autres troubles sont signalés le 13 janvier 1941 à Du-Long au nord de l'Annam (révolte d'une section de gardes indigènes), fin 1941 à Tourane et au port de Saïgon et en mars 1942 lors de réquisitions de riz dans le Quang-Nam (Nord-Annam). Selon Decoux, une nouvelle agitation en Cochinchine a pu être enrayée en septembre 1943 avant d'être connue du public (492)... et aussi des historiens.

Bien que l'Amiral ne lui consacre qu'une notule p. 235, le mouvement le plus sérieux se déroule en Haute-Région sur la province de Cao Bang et déborde sur celles de Bac Kan et Thai Nguyen. Giap, installé à pied d'œuvre depuis 1941, a obtenu en mars 1942 le ralliement du jeune chef tho Chu Van Tan. S'appuyant sur une propagande intensive et le châtement des traîtres, le Viêt-Minh cherche à dépasser le stade de la rébellion en établissant de véritables zones de gouvernement révolutionnaire destinées à faire tache d'huile. Dès le mois de juillet 1943, et non au cours de l'hiver 1944 ou en décembre 1944 comme on l'a écrit (Franchini, Fall...), le commandant Reul fait accepter un plan de contre-guérilla. Programme classique : montrer l'armée, protéger les collaborateurs, améliorer l'encadrement administratif, clémence pour les Thos, sévérité extrême contre le Viêt-Minh. Tout ça est beau comme l'antique. On obtient 3.000 soumissions et 500 font acte de candidature. Mais ce genre de nettoyage laisse des traces. À partir de l'automne 1944, le Viêt-Minh fait venir de Chine des renforts armés et reprend le dessus. Le colonel Seguin n'obtient que de maigres résultats. « Les effectifs étaient insuffisants pour assurer le blocus total et le nettoyage du massif. » Le mouvement s'étend. On décide alors de réunir les moyens nécessaires pour « nettoyer définitivement la zone ». Le départ de l'opération fatale est prévu pour le 13 mars 1945 : quatre jours trop tard !

LE VIET-MINH, LEGS DU JAPON ?

Cette théorie, *a priori* assez saugrenue car on voit mal pourquoi une puissance fasciste et raciste qui a toujours soutenu des nationalistes de droite appuierait soudain un front communiste hostile, a cependant connu une certaine vogue dans les années 1945-46 et traîne toujours de façon plus ou moins ouverte chez nombre d'historiens. Fondamentalement, elle répond à la volonté de dévaloriser l'adversaire et à l'incapacité, ou à

la difficulté, de comprendre les raisons de l'inéluctabilité de la décolonisation. Néanmoins, elle s'appuie sur un faisceau de faits réels qui, après distorsions, semblent la justifier.

Il est ainsi de notoriété publique que l'action antijaponaise du Viêt-Minh n'a rien eu de foudroyant. Ceci s'explique par la faiblesse du Front (5.000 fusils en août 1945) et le fait qu'il considérait depuis longtemps comme inévitable la défaite du Japon. Dans une brochure d'une quinzaine de pages éditée à l'occasion de son congrès de Tien-Sin en mai 1941, on peut lire : « Dans la guerre mondiale qui s'annonce, le Japon ne peut vaincre les démocraties. Sa défaite est certaine » (HVN, 98). « Notre principe est d'éliminer nos ennemis les uns par les autres », explique encore le Viêt-Minh en août 1944 (HVN, 110).

Est-ce une raison suffisante pour ignorer les informations d'un Salan au sujet des attaques de colonnes nippones sur l'axe Langson-Nin-Ming-Nanning (*Mémoires*, 1-241) ? Pour décrire l'assaut du Tam Dao comme une attaque réduite magnifiée par la propagande (Franchini, 1 / 200) alors qu'elle mobilisa 500 assaillants contre un poste de 40 Japonais et permit de libérer 180 civils français qui furent conduits à la frontière chinoise (HVN, 133, PSH, 63) ? De mentionner sous le terme générique d'« actions de résistance passive » (Daloz, *GI*) des attaques de greniers privés et de dépôts officiels préparées par une propagande bien conçue qui furent un moyen important de rallier la paysannerie des 1942-43 et plus encore pendant la famine de 1944-45 (HVN, 102, 106, 130-1 ; Hémerly, HCM, 89) ?

Il est également notoire que le Viêt-Minh s'est référé à la vieille notion asiatique de moment favorable (*Toi Co*), celui qui, selon l'adage, ne se produit que tous les 10.000 ans. Faut-il pour autant ironiser sur les conseils de prudence et de temporisation d'Hô Chi Minh ou de Giap (Daloz, 69, Valette, 484...) en oubliant le lourd tribut payé dans le passé à la suite de tentatives prématurées ? On devrait plutôt être frappé par la qualité des principes directeurs du Viêt-Minh comme en témoigne la circulaire du 6 août 1944 : « Il faut développer la guérilla... harceler l'ennemi par des attaques continuelles... créer des zones de gouvernement révolutionnaire pour arriver peu à peu à l'établissement d'un pouvoir unique dans tout le pays... L'heure H est proche... L'Allemagne est presque battue et sa défaite va provoquer celle du Japon... Les Américains et les Chinois pénétreront en Indochine, tandis que les gaullistes se lèveront contre les Japs. Ceux-ci renverseront peut-être avant les fascistes français afin de former un gouvernement militaire... Nous n'aurons pas besoin alors de nous emparer du pouvoir, puisqu'il n'y aura plus de pouvoir. » N'est-il pas dès lors dérisoire de prétendre, en paraphrasant Maurras, que le 9 mars 1945 fut pour le Viêt-Minh une divine surprise (Daloz, *GI*, 68) ?

Venons-en maintenant à la transmission du pouvoir. À l'évidence, l'embarras du Japon au Tonkin était grand. Tout au long de la guerre, et parfois bien avant, il avait soutenu des groupes de droite perméables à sa propagande raciste. C'est seulement en 1944, devant la recrudescence de la guérilla en Haute Région, qu'il avait tenté de prendre contact indirectement avec le Viêt-Minh pour savoir ce qui se passait. Néanmoins, les communistes continuèrent d'être persécutés après le coup de force. Dans les villes, l'administration viêt et la Kempetai pourchassèrent les frontistes jusqu'à ce qu'en juin-juillet 1945, sentant enfin le vent tourner, de hautes personnalités comme le délégué de Bao Dai à Hanoi, décident de leur accorder protection. C'est d'ailleurs à ce délégué que le Japon transmet le pouvoir et non au Viêt-minh, qui ne tarda cependant pas à s'en emparer. L'une des ficelles préférées des révisionnistes consiste évidemment à escamoter cet épisode et à dissimuler l'embarras des Japonais qui avaient même tenté d'infiltrer le parti d'Hô Chi Minh (HVN, 133, 136). On se contente seulement de signaler plus loin que les Japonais furent plus à leur aise à Saïgon. Mais ici se présente une difficulté nouvelle puisque le principal argument qui permit au Front de s'emparer de la direction au Sud — outre la prise de contrôle des Jeunesses Ducoroy qu'avait vainement tenté de récupérer Bao Dai — consista à expliquer à ses rivaux — ô ironie de l'histoire — qu'étant des clients des Japonais, ils ne pourraient pas représenter

le nouveau Viêt-Nam de façon crédible auprès des Alliés et devaient donc se désister au profit du Viet-Minh qui s'était rangé depuis le début dans le camp des vainqueurs. À cet égard, on peut toujours parler d'« habile campagne de persuasion et d'intoxication » (Franchini, 1-206) mais on peut difficilement faire prendre des vessies pour des lanternes.

Dans quelle mesure le Japon aida-t-il le Viêt-Minh ? Lucien Bodard fait dire à Bao Dai que dans les mois précédant la capitulation, les Japonais les plus durs avaient sciemment permis aux communistes de s'établir dans la jungle, de s'y constituer des bases. « C'était la terrible machine qu'ils laissèrent derrière eux et qui a effectivement très bien fonctionné » (GI, 3-164). Considérant l'explosion des allocations que s'arrogèrent les troupes nippones (720 millions de piastres en moins de six mois, soit plus que de 1940 à mars 1945), Marc Meuleau affirme pour sa part que « les Japonais peuvent acheter au prix fort tout ce qui est disponible sur le marché, et plus encore consolider le mouvement Viêt-Minh » (PEO, 436). « Le mouvement Viet-Minh, précise-t-il plus loin, avec la complicité des Japonais, s'est emparé de nombreuses coupures de la Banque d'Indochine et s'apprête à les utiliser pour sa guerre de libération » (453). Où l'on reconnaîtra une vieille lune déjà colportée par Jacques Despuech en 1953 dans *Le Trafic des piastres* : « Les Viêt-Minh ne se gênaient pas pour piocher à qui mieux mieux dans les coffres de la Banque d'Indochine » (128). Après quoi Meuleau présente le 2 septembre, jour de la capitulation japonaise, comme une journée de délivrance pour le personnel de la Banque de l'Indochine... oubliant qu'il fut aussi celui de la proclamation de l'indépendance du Viêt-Nam.

Rien n'est moins sûr. Après la capitulation, les Japonais admirent l'entrée dans Hanoï des troupes de Giap mais conservèrent le contrôle de certains points stratégiques comme le gouvernement général et la Banque de l'Indochine, gardée comme une véritable forteresse ainsi que l'admet Franchini lui-même (1-204). Le 30 août, à la demande du Viêt-minh, l'état-major de la 38^e armée lui transféra les postes de directeurs et de fonctionnaires de second rang dans l'administration mais refusa de lui livrer le gouvernement général et les sièges de gouverneur général, directeur général et directeur des finances à la Banque de l'Indochine dont le nouveau gouvernement vietnamien voulait obtenir la cogestion (selon Shiraischi, *L&I*, 42). Meuleau rapporte d'ailleurs qu'en novembre 1945, un dirigeant de la Banque plaide en faveur d'une demande chinoise d'indemnité d'occupation pour éviter que les Célestes laissent le Viêt-Minh s'emparer de ses installations et des coupures qu'elles renferment, ce qui semble signifier qu'il n'avait pu y parvenir auparavant.

On a parlé à propos de l'attitude des Japonais vis-à-vis du Viet-Minh de neutralité bienveillante. En vérité, les moyens japonais étaient limités. Après le coup du 9-Mars, la moitié des forces avait été envoyée en Birmanie et en Malaisie et le risque de débarquement allié était au centre des préoccupations militaires des deux divisions et de la brigade restantes (*L&I*, 41). Au début de l'été, à la suite de replis, les Japonais sont à nouveau 70.000. Certains d'entre eux, donnant la priorité à l'éviction de la puissance blanche, n'hésitent pas à libérer les prisonniers politiques, y compris les Viêt-Minh à partir du 9 août (Devillers, *PSH*, 63). Cependant, pour l'essentiel, les Japonais sont placés devant le fait accompli. Le 17 août, à l'issue d'une manifestation de 30.000 personnes devant le théâtre d'Hanoï, le Viêt-Minh plante son drapeau à la place de celui de Bao Dai. Le 19, l'occupant laisse les troupes de Giap entrer dans la ville sous réserve que la sécurité des étrangers et la discipline soient respectées. L'influence du Viêt-Minh s'étend vers Hué et Saïgon. Les propositions japonaises de conciliation entre Bao Dai, qui resterait empereur, et le Viet-Minh, qui prendrait le gouvernement, échouent. Certes, les Japonais, qui constatent la passion des masses, ne font rien pour aider les Français à reprendre le pouvoir. Arrivée le 22 à Hanoï, l'équipe Sainteny est confinée au gouvernement général tandis que Cédile, parachuté près de Saïgon, y est conduit en petite tenue, affront qui bouleverse tellement Franchini qu'il le mentionne trois fois ! Mais les Japonais peuvent se retrancher derrière le fait qu'ils doivent maintenant prendre leurs ordres auprès des Anglais et des Chinois. Or, à Hanoï, ces derniers refusent d'autoriser le réarmement des 4.500 militaires français de la Citadelle "libérés" par

les Japonais. On sait aussi qu'ils n'autorisèrent pas le retour en Indochine de la colonne Alessandri, devenue groupement Quilichini avant le 2 février 1946, et que les 3 500 hommes furent aussitôt bloqués en pays thaï par la 92^e division chinoise et des unités Viêt-Minh dans l'attente de la récolte d'opium en mai-juin au Laos.

Il faut enfin évoquer le problème des ralliés japonais bien que cela déborde sur la période suivante. On rappellera d'abord que dans la moitié sud, Anglais et Français utilisèrent les Japonais dans la lutte contre le Viet-Minh, ce qui leur coûta entre le 15 août et le 4 décembre 109 tués, 132 blessés et 72 disparus. Shiraishi estime même que c'est l'une des raisons pour lesquelles les déserteurs japonais furent plus nombreux au Sud qu'au Nord. On peut toutefois objecter que leur nombre est proportionnel à celui des démobilisés (environ 70.000 au Sud et 30.000 au Nord).

Passons sur le chapitre bien connu des entraves américaines au retour des Français.

Concluons en considérant le procédé consistant à interpréter d'abord le succès de la révolution comme l'affirmation du fait national pour le rattacher aussitôt à une cause externe, la victoire alliée, qui aurait consacré le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Dalloz, *GI*, 72-3). Ce tour de passe-passe laisse entière la question de savoir pourquoi ce droit devint effectif au Vietnam bien plus tôt qu'ailleurs. Un élément essentiel d'explication nous est fourni par Devillers lorsqu'il évoque l'un de ces facteurs qui semblent se frayer difficilement un chemin jusqu'aux chaires de Sciences po : la ferveur extraordinaire et l'enthousiasme collectif d'un peuple communiant en 1945 dans la nouvelle mystique du *Doc Lap* (*HVN*, 177).